



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 38 du 16 décembre 2013

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 16 décembre 2013

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1442
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1442
CABINET.....	1442
Bureau de la prévention et de la sécurité.....	1442
Arrêté du 4 décembre 2013 portant modification de la commission départementale de la sécurité des transports de fonds de Meurthe-et-Moselle.....	1442
Service interministériel de défense et de protection civiles - Service départemental d'incendie et de secours.....	1442
Arrêté DDSIS N° 3662/2013 du 22 novembre 2013 portant approbation du règlement opérationnel des services départementaux d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle.....	1442
Arrêté N° 17/2013/SIDPC54/SECOURISME du 3 décembre 2013 portant agrément à assurer les formations aux premiers secours pour la FFSS.....	1443
Arrêté N° 74/2013/SIDPC54/SECOURISME du 9 décembre 2013 portant composition du comité pédagogique du monitorat de secourisme.....	1443
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1444
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1444
Arrêté du 2 décembre 2013 autorisant la communauté de communes du pays du Saintois à exercer la compétence « fourrière animale ».....	1444
Bureau des procédures environnementales.....	1444
Arrêté du 4 décembre 2013 portant création de la commission consultative de l'environnement pour l'aérodrome de NANCY-ESSEY.....	1444
Arrêté du 5 décembre 2013 portant modification de la composition de la commission de suivi du site Coopérative Agricole Lorraine à ECROUVES.....	1446
Arrêté du 9 décembre 2013 portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST).....	1446
Arrêté n° 2013-0964 du 9 décembre 2013 fixant la composition du bureau de la commission de suivi du site Storengy à CERVILLE.....	1447
Arrêté N° 2013-0641 du 11 décembre 2013 enregistrant l'implantation et l'exploitation d'une déchetterie par la Communauté de Communes du Lunévillois sur le territoire de la commune de LUNEVILLE.....	1447
Arrêté N° 2013-0966 du 12 décembre 2013 complémentaire nommant les membres du bureau de la commission de suivi de site Société CHIMIREC EST à DOMJEVIN.....	1449
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1449
Bureau de l'interministérielle.....	1449
Extrait de décision du 23 octobre 2013 de la commission nationale d'aménagement commercial.....	1449
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1449
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE – VILLE DE NANCY.....	1449
DÉLÉGATION TERRITORIALE - DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	1449
Cellule habitat santé - Service communal d'hygiène et de santé.....	1449
Arrêté N° 1362/2013/ARS/DT54 du 10 décembre 2013 portant mise en demeure de prendre des mesures propres à faire cesser un danger dans l'immeuble sis 3 Grande Rue à NANCY (54000).....	1449
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1450
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1450
Cellule prévention et promotion de la santé.....	1450
Décision N° 2013-0944 du 13 novembre 2013 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2013 - Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) géré par l'association Alpha-santé à HAYANGE - FINESS N° 54 001 2275.....	1450
Décision N° 2013-0946 du 13 novembre 2013 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2013 - Lits halte soins santé (LHSS) - FINESS N° 54 001 6938 - 12 boulevard Jean Jaurès - 54000 NANCY.....	1451
Décision N° 2013-0945 du 15 novembre 2013 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2013 - Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) - FINESS N° 54 000 5337 - 29 avenue de Lattre de Tassigny à NANCY.....	1452
Décision N° 2013-1123 du 25 novembre 2013 annulant et remplaçant la décision n° 2013- 0945 du 15 novembre 2013 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2013 - Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) - FINESS N° 54 000 5337 - 29 avenue de Lattre de Tassigny à NANCY.....	1452
Arrêté 2013-1340 du 9 décembre 2013 portant renouvellement de l'habilitation du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, en tant que centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles (CIDIST).....	1453
Arrêté 2013-1339 du 10 décembre 2013 portant renouvellement de l'habilitation du Centre Hospitalier de LUNEVILLE en tant que centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles (CIDIST).....	1454
Etablissements de santé.....	1454
Arrêté ARS N° 2013-1102 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale à la Maison Hospitalière de BACCARAT.....	1454
EJ FINESS : 540014081 - ET FINESS : 540000072.....	1454
Arrêté ARS N° 2013-1230 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de NANCY pour l'exercice 2013.....	1455
EJ FINESS : 540000056 - ET FINESS : 540014073.....	1455
Arrêté ARS N° 2013- 1231 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier SAINT-NICOLAS-DE-PORT pour l'exercice 2013.....	1455
EJ FINESS : 540000114 - ET FINESS : 540000312.....	1455
Arrêté ARS N° 2013- 1232 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière Saint-Eloi pour l'exercice 2013.....	1455
EJ FINESS : 540000437 - ET FINESS : 540000858.....	1455
Arrêté ARS N° 2013-1233 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Intercommunal POMPEY / LAY ST CHRISTOPHE pour l'exercice 2013.....	1456
EJ FINESS : 540003399 - ET FINESS : 540000270.....	1456
Arrêté ARS N° 2013-1234 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à 3H SANTE pour l'exercice 2013.....	1456
EJ FINESS : 540019007 - ET FINESS : 540000148.....	1456
Arrêté ARS N° 2013-1258 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la MATERNITE REGIONALE pour l'exercice 2013.....	1457
EJ FINESS : 540000031 - ET FINESS : 540000015.....	1457
Arrêté ARS N° 2013-1259 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de TOUL pour l'exercice 2013.....	1457
EJ FINESS : 540000049 - ET FINESS : 540000023.....	1457
Arrêté ARS N° 2013-1260 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière de BACCARAT pour l'exercice 2013.....	1458
EJ FINESS : 540014081 - ET FINESS : 540000072.....	1458
Arrêté ARS N° 2013-1261 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2013.....	1458
EJ FINESS : 540000080 - ET FINESS : 540000155.....	1458
Arrêté ARS N° 2013-1262 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON pour l'exercice 2013.....	1459
EJ FINESS : 540000106 - ET FINESS : 540000296.....	1459
Arrêté ARS N° 2013-1263 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière SAINT CHARLES pour l'exercice 2013.....	1459
EJ FINESS : 540000122 - ET FINESS : 540000395.....	1459

Arrêté ARS N° 2013-1264 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques PARISOT pour l'exercice 2013.....	1460
EJ FINESS : 540006707 - ET FINESS : 540000668.....	1460
Arrêté ARS N° 2013-1265 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de BRIEY pour l'exercice 2013.....	1460
EJ FINESS : 540000767 - ET FINESS : 540001070.....	1460
Arrêté ARS N° 2013-1266 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de JOEUF pour l'exercice 2013.....	1461
EJ FINESS : 540000882 - ET FINESS : 540001104.....	1461
Arrêté ARS N° 2013-1267 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'INSTITUT DE CANCEROLOGIE DE LORRAINE pour l'exercice 2013.....	1461
EJ FINESS : 540003019 - ET FINESS : 540001286.....	1461
Arrêté ARS N° 2013-1268 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE de NANCY pour l'exercice 2013.....	1462
EJ FINESS : 540002078 - ET FINESS : 540001138.....	1462
Arrêté ARS N° 2013-1269 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au SINCAL pour l'exercice 2013.....	1463
EJ FINESS : 540020112 - ET FINESS : 540000163.....	1463
Arrêté ARS N° 2013-1270 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la CLINIQUE JEANNE D'ARC pour l'exercice 2013.....	1463
EJ FINESS : 540003928 - ET FINESS : 540000361.....	1463
Arrêté ARS N° 2013-1271 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la CLINIQUE AMBROISE PARE pour l'exercice 2013.....	1464
EJ FINESS : 540000890 - ET FINESS : 540000445.....	1464
Arrêté ARS N° 2013-1272 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la CLINIQUE LOUIS PASTEUR pour l'exercice 2013.....	1464
EJ FINESS : 540003449 - ET FINESS : 540000478.....	1464
Arrêté ARS N° 2013-1273 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la POLYCLINIQUE GENTILLY pour l'exercice 2013.....	1465
EJ FINESS : 540000932 - ET FINESS : 540000486.....	1465
Arrêté ARS N° 2013-1274 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la POLYCLINIQUE MAJORELLE pour l'exercice 2013.....	1465
EJ FINESS : 540000536 - ET FINESS : 540013224.....	1465
Arrêté N° 2013-1223 du 25 novembre 2013 fixant les modalités de transfert des biens, droits et obligations du Centre Hospitalier Universitaire et de la Maternité Régionale de NANCY au nouveau Centre Hospitalier Universitaire de NANCY.....	1466
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	1467
Service Produits de Santé et Biologie.....	1467
Arrêté n°2013-1349 du 5 décembre 2013 portant autorisation pour la S.A.R.L. « France OXYGENE », de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical, pour son site de rattachement situé à PLENSOIS – ZI Val EUROMOSELLE – Rue des Flambeaux (57140).....	1467
Arrêté ARS n°2013-1367 du 11 décembre 2013 autorisant le transfert d'une officine de pharmacie du 2 rue Guy Ropartz à NANCY (54000) au 218 avenue de Boufflers dans la même commune - LICENCE N°54#01077.....	1467
DIRECTION DE LA STRATEGIE.....	1468
Arrêté n° 2013-1360 du 10 décembre 2013 portant modification à la composition de la Commission Permanente de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1468
Arrêté n° 2013-1361 du 10 décembre 2013 modifiant la composition des membres de la Commission Spécialisée dans le domaine.....	1469
des droits des usagers de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1469
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	1470
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1470
Décision SP/2013-03 du 13 août 2013 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne – EI PEYCLIT Richard.....	1471
Décision du 20 août 2013 portant retrait de déclaration d'un organisme de services à la personne - EURL Art Paysage.....	1471
Décision du 22 août 2013 portant retrait de déclaration d'un organisme de services à la personne – EURL AJ-Informatique.....	1471
Décision du 22 août 2013 portant retrait de déclaration d'un organisme de services à la personne – EI KAPUSTA.....	1472
Décision SP/2013-06 du 26 août 2013 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne – EI FORLI Hervé.....	1472
Décision SP/2013-04 du 26 août 2013 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne – EI GEORG Vincenza.....	1473
Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne du 2 décembre 2013 enregistrée sous le N° SAP/503910531 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1473
Décision du 5 décembre 2013 d'agrément d'une entreprise solidaire à LAXOU au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	1474
Décision du 9 décembre 2013 d'agrément d'une entreprise solidaire à BLAMONT au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	1474
Décision du 9 décembre 2013 d'agrément d'une entreprise solidaire à MESSEIN au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	1474
Décision du 9 décembre 2013 d'agrément d'une entreprise solidaire à MESSEIN au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	1474
Décision du 9 décembre 2013 d'agrément d'une entreprise solidaire à MAXEVILLE au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	1475
Décision du 9 décembre 2013 d'agrément d'une entreprise solidaire à TOMBLAINE au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	1475
Décision du 9 décembre 2013 d'agrément d'une entreprise solidaire à HAGEVILLE au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	1475
Arrêté du 9 décembre 2013 accordant le statut de SCOP à HAMMEVILLE.....	1476
DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LORRAINE.....	1476
Décision du 4 décembre 2013 portant fermeture définitive du débit de tabac N° 5400630S sis 31 rue Saint-Martin à BOUXIÈRES-AUX-DAMES (54136).....	1476
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1476
ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....	1476
Pôle nature, biodiversité, pêche.....	1476
Arrêté réglementaire permanent DDT-PECHE 2013/044 du 14 novembre 2013 relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	1476
Arrêté DDT-PECHE 2013/045 du 14 novembre 2013 définissant l'avis annuel des périodes d'ouverture de la pêche en eau douce dans le département de Meurthe-et-Moselle en 2014.....	1478
Arrêté SEEB-NBP-2013/48 du 28 novembre 2013 autorisant la détention, le transport et l'utilisation de rapaces pour la chasse au vol.....	1478
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	1479
JEUNESSE, EDUCATION POPULAIRE ET SPORT.....	1479
Arrêté du 2 décembre 2013 portant agrément aux associations pour la pratiques des activités physiques et sportives.....	1479
SOLIDARITE - INSERTION.....	1480
Arrêté du 13 décembre 2013 portant extension du Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA) d'Herseange géré par ADOMA.....	1480
AUTRES SERVICES.....	1480
L'AUTRE CANAL.....	1480
Décision n° 75-2013 du 26 novembre 2013 - Attribution du Marché à Procédure Adaptée pour la Prestation « Traducteur - Interprète pour L'Autre Canal ».....	1480

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET***Bureau de la prévention et de la sécurité***Arrêté du 4 décembre 2013 portant modification de la commission départementale de la sécurité des transports de fonds de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transports de fonds ;
VU le décret n° 2000-376 du 28 avril 2000 relatif à la protection des transports de fonds ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;
VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère facultatif ;
VU l'arrêté du 12 août 2013 relatif à la composition de la commission départementale de la commission départementale de la sécurité des transports de fonds de Meurthe-et-Moselle ;
VU la proposition modificative du 26 septembre 2013 de l'Association française des établissements de crédits et des entreprises d'investissement (AFECEI) ;
VU la proposition modificative du 28 novembre 2013 de l'union des entreprises de sécurité privée USP Valeurs ;
SUR proposition de M. le directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE**Article 1er**

- M. Jean-Louis VERGUET, assistant conseiller gestion à la BNP PARIBAS, rue Chanzy à NANCY, est désigné pour représenter les établissements de crédit aux côtés de M. Pascal DRUI (Caisse d'épargne) ;
- M. Alain REICH, BNP PARIBAS, rue Chanzy à Nancy est désigné pour suppléer M. VERGUET et M. DRUI ;
- M. Cyril DARCIAUX, directeur de l'agence Loomis à VANDOEUVRE-LES-NANCY est désigné pour représenter les entreprises de transports de fonds aux côtés de M. Christophe VELFRINGER, chef d'agence société Brink's à NANCY ;
pour la durée restant à courir du mandat de 3 ans des membres de la commission départementale de la sécurité des transports de fonds désignés par arrêté du 12 août 2013.

Article 2 - Monsieur le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée aux membres de la commission départementale de la sécurité des transports de fonds et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Un recours contre cet arrêté peut être formé devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Nancy, le 4 décembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
Michel PROSIC

*Service interministériel de défense et de protection civiles - Service départemental d'incendie et de secours***Arrêté DDSIS N° 3662/2013 du 22 novembre 2013 portant approbation du règlement opérationnel des services départementaux d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1424-1 et suivants et R 1424-1 et suivants ;
VU le Code de la Sécurité Intérieure, notamment le Livre VII ;
VU la Loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligation des fonctionnaires ;
VU la Loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
VU la Loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée, relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;
VU les articles L.6311-1 à L.6314-1 et R.712-71 à R.712-83 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 7 novembre 2005 portant organisation du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.111 du Préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 03 octobre 2011, portant délégation de signature au Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral du Préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 21 août 2013, disposant la mise à jour du Schéma d'Analyse de Couverture de Risques (SDACR) des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'avis du Comité Technique Paritaire du 21 octobre 2013 ;
VU l'avis de la Commission Administrative et Techniques du Service Départemental d'Incendie et de Secours du 15 octobre 2013 ;
VU l'avis du Conseil d'Administration des Services d'Incendie et de Secours du 23 octobre 2013 ;

ARRETE

Article 1er - Le règlement opérationnel des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 - Le présent arrêté est publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture et du service départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle. Il est notifié à tous les Maires du département. Il est par ailleurs transmis aux chefs de services de l'Etat dans le département qui sont susceptibles d'apporter leur appui lors d'un évènement de sécurité civile, ainsi qu'aux hôpitaux du département sièges du SAMU ou d'un SMUR et aux associations agréées de sécurité civile dans le département.

Article 3 - Le directeur Départemental des services d'incendie et de secours de Meurthe et Moselle, chef de corps départemental de sapeurs-pompiers, est habilité à donner par instructions opérationnelles et notes de services les directives provisoires ou permanentes pour faire appliquer et /ou préciser le présent règlement.

Article 4 - A compter de l'entrée en vigueur du présent règlement, l'arrêté préfectoral portant règlement opérationnel en date du 06 février 2008 et toutes autres dispositions antérieures contradictoires sont abrogées.

Article 5 - Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nancy peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 - L'arrêté préfectoral n° 0266/08 du 06 février 2008 portant règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

Article 7 - M. le Sous-préfet, Directeur de Cabinet, M. le Sous-préfet de l'arrondissement de NANCY, M. le Sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, Mme la sous-préfète de l'arrondissement de LUNEVILLE, M. le Sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, Mesdames et Messieurs les maires et M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs du Service Départemental d'Incendie et de Secours et de la Préfecture.

Il sera consultable sur demande, à la Préfecture, dans les Sous-Préfectures et au siège du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Destinataires : Original : Registre central DDSIS

Ampliations : Dossier : Paierie : Intéressés

Nancy, le 22 novembre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 17/2013/SIDPC54/SECOURISME du 3 décembre 2013 portant agrément à assurer les formations aux premiers secours pour la FFSS

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 91-834 du 30 août 1991 modifié relatif à la formation aux premiers secours ;

VU l'arrêté ministériel du 8 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 1993 portant agrément à la Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme pour les formations aux premiers secours ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2012, portant agrément à assurer les formations aux premiers secours à la Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés des 3 et 4 septembre 2012 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours », et « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en prévention et secours civiques » ;

VU le référentiel formateur des acteurs de sécurité civile présenté par la Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme de Meurthe-et-Moselle, dont le siège est à Saint-Max 54130, espace Victor Hugo, 32 rue Victor Hugo ;

VU la décision d'agrément PAE.FPS n° 1306P05 en date du 1er août 2013, délivrée par la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises, dont la validité est confirmée jusqu'au 31 janvier 2016 ;

VU la demande de renouvellement d'agrément établie le 29 novembre 2013, par M. le Président de la Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du sous-préfet, directeur de Cabinet,

ARRETE

Article 1er – La Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme de Meurthe-et-Moselle est reconnue et agréée au niveau départemental, pour assurer les différentes formations aux premiers secours mentionnées dans le référentiel cité ci-dessus, en application du titre 2, chapitre 2 de l'arrêté ministériel du 8 juillet 1992 susvisé, pour une période de deux années à compter de la date de notification du présent arrêté ;

Article 2 – L'agrément renouvelé par le présent arrêté peut être retiré en cas de non respect des conditions fixées par l'arrêté ministériel du 8 juillet 1992 relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours modifié ;

Article 3 – Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet, et M. le Président de la Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme de Meurthe-et-Moselle, représentant légal de cet organisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 3 décembre 2013

Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
Michel PROSIC

Arrêté N° 74/2013/SIDPC54/SECOURISME du 9 décembre 2013 portant composition du comité pédagogique du monitorat de secourisme

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 91-834 du 30 août 1991 modifié relatif à la formation aux premiers secours ;

VU le décret n°92-514 du 12 juin 1992 modifié, relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2012, portant agrément à assurer les formations aux premiers secours à la Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés des 3 et 4 septembre 2012 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours », et « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en prévention et secours civiques » ;

VU le référentiel formateur des acteurs de sécurité civile présenté par la Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme de Meurthe-et-Moselle, dont le siège est à Saint-Max 54130, espace Victor Hugo, 32 rue Victor Hugo ;

VU la décision d'agrément PAE.FPS n° 1306P05 en date du 1er août 2013, délivrée par la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises, dont la validité est confirmée jusqu'au 31 janvier 2016 ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2013, portant agrément à assurer les formations aux premiers secours à la Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme de Meurthe-et-Moselle ;

VU les dossiers des candidats présentés par la Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme de Meurthe-et-Moselle, à la suite de la formation mise en place par cette association, en vue d'obtenir le certificat de compétences de formateur en prévention et secours civiques, et le certificat de compétences de formateur aux premiers secours ;

SUR proposition du sous-préfet, directeur de Cabinet,

ARRETE

Article 1er – le Comité pédagogique prévu au décret n° 92-514 du 12 juin 1992 susvisé, se réunira le 17 décembre 2013, à 14 H 00, à la Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme, espace Victor Hugo, 32 rue Victor Hugo à 54130 SAINT MAX ;

Article 2 – le Comité pédagogique sera composé ainsi qu'il suit :

Docteur BATY Gaëlle, médecin ;

M. GRANDJEAN Bastien, Instructeur de secourisme ;

M. RAGNI Vincent, Instructeur de secourisme ;

M. BAZIN Patrice, CRS 39, moniteur de secourisme ;

M. LEGRAND Philippe, Instructeur de secourisme.

Article 3 – Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs du département.
NANCY le 9 décembre 2013

Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
Michel PROSIC

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Arrêté du 2 décembre 2013 autorisant la communauté de communes du pays du Saintois à exercer la compétence « fourrière animale »

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L5211-17 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2012 autorisant la création de la communauté de communes du pays du Saintois ;
VU la délibération du 19 juin 2013 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes du pays du Saintois a décidé de soumettre aux communes membres une proposition d'extension de ses compétences en matière de fourrière animale ;
VU la notification de cette décision aux communes membres de la communauté de communes en date du 13 août 2013 ;
VU les délibérations favorables des communes de :
Affracourt (10/10/2013), Autrey (10/09/2013), Bainville-aux-Miroirs (22/08/2013), Benney (8/10/2013), Bralleville (24/09/2013), Ceintrey (19/09/2013), Chaouilley (26/09/2013), Clérey-sur-Brenon (7/10/2013), Crantenoy (20/09/2013), Diarville (10/10/2013), Dommarie-Eulmont (15/07/2013), Forcelles-Saint-Gorgon (9/09/2013), Fraignes-en-Sainctois (11/10/2013), Gerbécourt-et-Haplemont (Pas délibéré), Goviller (7/10/2013), Grippont (4/14/77), Hammeville (06/09/2013), Haroué (20/09/2013), Houdelmont (17/09/2013), Houdreville (14/09/2013), Housséville (11/10/2013), Laloef (27/09/2013), Lemainville (23/09/2013), Mangonville (25/10/2013), Neuville-sur-Moselle (14/10/2013), Ognéville (11/10/2013), Omelmont (08/10/2013), Ormes-et-Ville (8/11/2013), Parey-Saint-Césaire (15/10/2013), Praye (6/09/2013), Roville-devant-Bayon (6/09/2013), Saint-Firmin (13/08/2013), Saint-Remimont (23/09/2013), Saxon-Sion (9/10/2013), Tantonville (06/09/2013), They-sous-Vaudemont (14/09/2013), Thorey-Lyautey (9/09/2013), Vaudémont (03/09/2013), Vaudeville (12/09/2013), Vaudigney (21/09/2013), Vézelize (17/10/2013), Vitrey (13/09/2013), Voinémont (3/09/2013), Vroncourt (4/10/2013), Xirocourt (28/08/2013) ;
VU l'absence de délibération, valant avis favorable, des communes de Bouzanville, Étreval, Forcelles-sous-Gugney, Gerbécourt-et-Haplemont, Gugney, Jevoncourt, Laneuveville-devant-Bayon, Lebeuville et Leménil-Mitry ;
VU l'avis défavorable de la commune de Quevilloncourt en date du 3 octobre 2013 ;
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-17 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er - La communauté de communes du pays du Saintois est autorisée à exercer la compétence « fourrière animale ».

Article 2 - Les statuts modifiés en conséquence resteront annexés au présent arrêté.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes du pays du Saintois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées ainsi qu'au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 3 décembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Bureau des procédures environnementales

Arrêté du 4 décembre 2013 portant création de la commission consultative de l'environnement pour l'aérodrome de NANCY-ESSEY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L 571-13 à L 571-16 et R 571-70 à R 571-80,
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif,
VU la délibération du conseil municipal de la commune d'Essey-lès-Nancy du 19 septembre 2012 demandant la création d'une commission consultative de l'environnement pour l'aérodrome de NANCY-ESSEY,
VU la délibération du 25 mars 2013 du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle portant désignation de son représentant pour siéger au sein de la commission consultative de l'environnement,
VU la délibération du 19 avril 2013 du Conseil Régional de Lorraine portant désignation de son représentant pour siéger au sein de la commission consultative de l'environnement,
VU la délibération du 31 mai 2013 de la Communauté Urbaine du Grand Nancy portant désignation de ses représentants, au titre des communes concernées par le bruit de l'aérodrome, pour siéger au sein de la commission consultative de l'environnement,
VU la lettre électronique du 26 juillet 2013 par laquelle l'exploitant de l'aérodrome propose la désignation des représentants des professions aéronautiques,
VU les lettres et courriers électroniques par lesquels les associations Flore 54, Air Lorraine, Aspepesc, Ligue de Protection des Oiseaux et ASVPP proposent la désignation de leurs représentants pour siéger au sein de la commission consultative de l'environnement
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ,

ARRETE

Article 1er - Les membres de la commission consultative de l'environnement de l'aérodrome de NANCY-ESSEY sont répartis en 3 catégories comprenant chacune 9 membres titulaires et 9 membres suppléants (sauf impossibilité).

La commission, présidée par le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant comprend :

I) au titre des collectivités locales**a) Représentants de la Communauté urbaine du Grand Nancy**

Titulaires	Suppléants
M. Jean-François HUSSON	M. Olivier MERGAUX
M. Hervé FERON	M. Jean-Pierre LAURENCY
M. Eric PENSALFINI	M. François WERNER
M. Jean-Paul MONIN	Mme Christine SIMONNET
M. Gérard ROYER	M. Jean-Jacques GUYOT
M. Jean-Pierre HURPEAU	M. Jean-Pierre DESSEIN
M. Michel CANDAT	M. Jean-Daniel KIELISZEK

b) Représentant du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle

Titulaire	Suppléant
M. Henri CHANUT	

c) Représentant du Conseil Régional de Lorraine

Titulaire	Suppléant
M. Patrick ABATE	M. Patrick HATZIG

II) au titre des professions aéronautiques

Organisme/Entreprise	Titulaires	Suppléants
SASU GRAND NANCY AEROPOLE	M. Olivier SIMON Directeur Délégué	Mme Virginie VIDAL Chargée Développement Eco
SASU GRAND NANCY AEROPOLE	M. Laurent VILLA Directeur de l'Exploitation Aéronautique	M. Olivier METZGER Responsable Service AFIS
Société ICARIUS AEROTECHNICS	M. Bernard LAVALLLOIS	
Société NANCY ULM	M. Philippe GRUEBER	
Association Aéroclub de l'Est	M. Dominique LORENTZ Président	M. Jacques CHABRAN
Association C.R.V (Construire Rénover Voler)	M. Jean-Charles CHEVRIER Président	M. Eric L'HUILLIER
Société Lorraine Aviation	M. François BOYER	
Société FLY IR	M. Frédéric VERRA	M. David COUDRAINS
Usager privé	M. André WEBER	

III) au titre des associations

Associations	Titulaires	Suppléants
Association FLORE 54 2 représentants	Mme Isabelle JACQUES M. Raynald RIGOLOT	Mme Colette BEGIN
Association AIR LORRAINE 2 représentants	M. Jean-Pierre SCHMITT M. Alexandre OCKLER	M. Denis DOLISY Mme Claire JACQUIER
Association ASPEPESC 2 représentants	M. Pierre Emmanuel BASTIEN M. Christophe BOREL	Mme Caroline COMUNELLO
Ligue de Protection des Oiseaux 2 représentants	M. Gérard JOUAVILLE Mme Françoise GAUTIER	M. Jean-Yves MOITROT M. Jean-Paul LANG
Association ASVPP (Association de Sauvegarde des Vallées et de Prévention des Pollutions 1 représentant	M. Christian VILLAUME	Mme Damienne VILLAUME

Article 2 - Le directeur de la sécurité de l'aviation civile du Nord-Est, le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle et le directeur de Météo France (centre météorologique de Nancy) ou leurs représentants participent sans voix délibérative et de façon permanente aux réunions de la commission à titre d'experts.

Article 3 - La durée du mandat des membres de la commission représentant les professions aéronautiques et les associations est de trois ans (article R 571-77 du Code de l'Environnement)

Le mandat des représentants des collectivités territoriales s'achève avec le mandat des assemblées auxquelles ils appartiennent. (article R 571-77 du CE)

Article 4 - La commission délibère à la majorité relative des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante (art R 571-75 du Code de l'Environnement)

Article 5 - La commission se réunit au moins une fois par an en séance plénière. Elle est également être réunie à la demande du tiers au moins de ses membres ou à celle du comité permanent, s'il existe (article R 571-78 du Code de l'Environnement).

La commission est consultée sur toute question d'importance relative à l'aménagement ou à l'exploitation de l'aérodrome qui pourrait avoir une incidence sur l'environnement. Elle peut également, de sa propre initiative, émettre des recommandations sur ces questions (article L 571-13 II du Code de l'Environnement).

Article 6 - Le secrétariat de la commission est assuré par l'exploitant de l'aérodrome, la SASU Grand Nancy Aéroport (art R 571-79 du Code de l'Environnement).

Article 7 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Article 8 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à l'ensemble des organismes, collectivités territoriales, associations et administrations représentés à la commission consultative de l'aérodrome de Nancy-Essey.

Il sera affiché pendant une durée de un mois à la mairie de chacune des communes représentées dans la commission et fera également l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 décembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 5 décembre 2013 portant modification de la composition de la commission de suivi du site Coopérative Agricole Lorraine à ECROUVES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 125-2, L 125-2-1, L 515-8, L515-15, R 125-8-1 à R 125-8-5, D.125-29 à D.125-34 ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-0012 du 8 janvier 2013 portant création et fixant la composition de la commission de suivi de site de la Coopérative Agricole Lorraine de Écrouves ;

VU la demande du directeur de la Coopérative Agricole Lorraine en date du 27 novembre 2013 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er - L'article 2 de l'arrêté 2013-0012 précité est modifié comme suit :

Le collège « exploitant » comprend :

- M. Jean-Michel THIEBAUT

- M. Daniel SCIRETTA

- M. Sébastien MOUROUX

Le reste sans changement.

Article 2 - Voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du comité et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 5 décembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 9 décembre 2013 portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 3472 du 11 septembre 2006 modifié portant création du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2012 portant désignation des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques pour une durée de trois ans ;

VU les arrêtés préfectoraux des 22 mars 2013 et 21 mai 2013 modifiant la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

VU la demande la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle en date du 3 décembre 2013 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - La composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, fixée par l'arrêté préfectoral du 22 mars 2013 précité, est modifiée comme suit :

3ème groupe - Neuf représentants d'associations agréées de consommateurs, de pêche et de protection de l'environnement, des professionnels et des experts

trois représentants des professions dont l'activité relève du domaine de compétence du conseil :

- M. Philippe FRANÇOIS-STEININGER, représentant suppléant de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle, en remplacement de M. Alain EVEN.

Le reste sans changement.

Article 2 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 3 - Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du conseil et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 9 décembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté n° 2013-0964 du 9 décembre 2013 fixant la composition du bureau de la commission de suivi du site Storengy à CERVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 125-2-1, L 515-8, L515-15, R 125-8-1 à R 125-8-5, D.125-29 à D.125-34 ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;
VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2012-0154 du 27 mai 2013 portant création de la commission de suivi du site de Storengy de Cerville et notamment son article 3 ;
CONSIDÉRANT que le président et les membres du bureau ont été désignés à la majorité des membres présents lors de la réunion d'installation de la commission de suivi du site qui a eu lieu le 4 décembre 2013 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1er – L'article 3 de l'arrêté préfectoral 2012-0154 du 27 mai 2013 portant création de la commission de suivi du site Storengy de Cerville est complété ainsi qu'il suit :

La commission est présidée par le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant

Le bureau est composé de :

- Collège « administrations de l'État »:

la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine ou son représentant, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

- Collège « Élus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale » :

Mme Gisèle FROMAGET, maire de Cerville

- Collège « exploitant » :

M. Xavier MANDLE, chef du site Storengy de Cerville

- Collège « riverains et associations de protection de l'environnement " :

M. le directeur de GRT Gaz ou son représentant

- Collège « salariés » :

M. Julian PLEUT, société Storengy, secrétaire du CHSCT

Article 2 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission de suivi du site et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 9 décembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté N° 2013-0641 du 11 décembre 2013 enregistrant l'implantation et l'exploitation d'une déchetterie par la Communauté de Communes du Lunévillois sur le territoire de la commune de LUNEVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7, R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
VU la demande présentée en date du 12 juillet 2013 par la Communauté de Communes du Lunévillois, dont le siège est situé 11 avenue de Libération à LUNEVILLE, pour l'enregistrement d'une déchetterie (rubrique 2710-2 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de LUNEVILLE ;
VU le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé ;
VU l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;
VU l'absence d'observations formulées par le public sur le registre de consultation tenu à disposition entre le 1er octobre 2013 et le 29 octobre 2013 ;
VU les avis émis par les conseils municipaux des communes consultées entre le 9 septembre 2013 et le 12 novembre 2013 ;
VU l'avis formulé par le maire de la commune LUNEVILLE le 10 octobre 2013 sur la proposition d'usage futur du site faite par le demandeur pour sa remise en état en cas d'arrêt définitif de la déchetterie projetée ;
VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine PP/CM/LL/927/2013 en date du 4 décembre 2013 ;
CONSIDÉRANT que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales susvisées et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
CONSIDÉRANT que la demande précise que le site sera remis dans un état naturel en cas d'arrêt définitif de l'installation ;
CONSIDÉRANT que la sensibilité du milieu ne justifie pas le basculement en procédure d'autorisation,
SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE**TITRE 1 : Portée et conditions générales**

Article 1er - Exploitant, durée et péremption

Les installations classées ayant fait l'objet de la demande présentée le 12 juillet 2013 par la Communauté de Communes du Lunévillois, dont le siège se situe 11, avenue de la Libération à LUNEVILLE, sont enregistrées.

Ces installations précisées à l'article 2 du présent arrêté sont localisées rue du Pré Contal sur le territoire de la commune de LUNEVILLE.

Article 2 - Liste et principales caractéristiques des installations classées

Les installations classées visées par le présent arrêté sont les suivantes :

Rubrique de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2710-1-b	Installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes	Quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente : 6,62 t	DC
2710-2-b	Installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m ³ et inférieure à 600 m ³	13 quais dédiés au stockage des déchets non dangereux soit au total un volume susceptible d'être présent de 328 m ³	E

Article 3 - Situation de l'établissement

Les installations classées visées à l'article 2 du présent arrêté sont implantées sur le territoire de la commune de LUNEVILLE sur les parcelles cadastrales suivantes :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
LUNEVILLE	ZA 165, 166, 168, 170, 172, 173, 189, 191, 193 et 200	/

Elles sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4 - Conformité au dossier d'enregistrement

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier accompagnant la demande d'enregistrement déposée par l'exploitant le 12 juillet 2013.

Elles respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial).

Article 5 - Mise à l'arrêt définitif des installations

Après arrêt définitif des installations, elles seront intégralement supprimées pour remettre le site dans un état naturel.

Article 6 - Prescriptions techniques applicables

Les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent à celles annexées au récépissé préfectoral de déclaration du 14 septembre 1989 qui devient caduc.

Les dispositions des textes réglementaires suivants sont applicables à la déchetterie :

de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial), et de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial).

TITRE 2 : modalités d'exécution et voies de recours**Article 7 - Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 8 - Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° - une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Lunéville

et pourra y être consultée par toute personne intéressée,

2° - un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois, et publié pour une durée identique sur le site Internet de la préfecture. Le maire établira un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3° - un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

4° - une copie du présent arrêté sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

Article 9 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

Article 10 - Recours

En application de l'article L 514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative (tribunal administratif de Nancy) :

par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service;

par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 11 - Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Lunéville, le maire de Lunéville et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au président de la Communauté de Communes du Lunévillois

et dont une copie sera adressée à :

- au directeur départemental des territoires,

- au directeur général de l'agence régionale de santé

- au chef du service interministériel de défense et de protection civile,

- au directeur du service départemental d'incendie et de secours,

- au président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 décembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Le texte des prescriptions jointes peut être consulté à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle – bureau des procédures environnementales

Arrêté N° 2013-0966 du 12 décembre 2013 complémentaire nommant les membres du bureau de la commission de suivi de site Société CHIMIREC EST à DOMJEVIN

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre V du code de l'environnement, notamment ses articles L 125-2-1, L 511-1, et R 125-8-1 à R 125-8-5 ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;
VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2009-535 du 28 janvier 2010 autorisant la société CHIMIREC EST à poursuivre l'exploitation d'un centre de transit, regroupement, pré-traitement et stockage temporaire de déchets dangereux à DOMJEVIN
VU l'arrêté préfectoral n° 2012-517 du 2 juillet 2012 portant création de la Commission de Suivi de Site, modifié par arrêté préfectoral n° 2013-0889 du 18 novembre 2013 ;
CONSIDERANT que les membres du bureau ont été désignés à la majorité des membres présents lors de la réunion d'installation de la commission de suivi de site qui s'est tenue le 3 décembre 2013 ;
SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2012-517 modifié du 2 juillet 2012 est complété ainsi qu'il suit :

Le bureau est composé de :

- Collège des Administrations de l'Etat :

Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ou son représentant,

- Collège des élus des collectivités territoriales

M. le maire de DOMJEVIN ou son représentant,

- Collège des riverains ou des Associations de Protection de l'Environnement

M. le président de l'Association de Défense de l'Environnement de la Plaine de la Vezouze ou son représentant,

- Collège Exploitant :

Mme la directrice de la société CHIMIREC EST ou son représentant,

- Collège des salariés protégés des installations

M. Sébastien TOUSSAINT collègue « cadres – agents de maîtrise »

Le reste sans changement.

Article 2 - Dispositions finales

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

M. le secrétaire général de la Préfecture et Mme la sous-préfète de LUNEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 12 décembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS*Bureau de l'interministérialité***Extrait de décision du 23 octobre 2013 de la commission nationale d'aménagement commercial**

Réunie le 23 octobre 2013, la commission nationale d'aménagement commercial a décidé d'accorder à l'établissement public « EPARECA » l'autorisation de procéder à l'extension de 1 521 m² de la surface de vente d'un ensemble commercial de trois bâtiments à Laxou et Maxéville, portant la surface de vente de 3 544 m² à 5 065 m², composé :

- d'un supermarché Match de 2 290 m²

- d'un supermarché Lidl de 972 m²

- de 16 cellules commerciales pour une surface de vente totale de 1 803 m².

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de Laxou.

Nancy, le 29 novembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet chargé de mission,
Luc VILAIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ DE LORRAINE – VILLE DE NANCY****DÉLÉGATION TERRITORIALE - DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT***Cellule habitat santé - Service communal d'hygiène et de santé***Arrêté N° 1362/2013/ARS/DT54 du 10 décembre 2013 portant mise en demeure de prendre des mesures propres à faire cesser un danger dans l'immeuble sis 3 Grande Rue à NANCY (54000)**

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1331-26-1, L.1331-26 et suivants ainsi que l'article L.1337-4 ;

VU le code de la construction et de l'habitation notamment les articles L.521-1 à L.521-4 ;

VU le rapport établi le 6 décembre 2013 par monsieur Marc MOSSER, inspecteur de salubrité du service communal d'hygiène et de santé de la Ville de Nancy (Direction de la Santé et de l'Environnement), à l'issue d'une visite de l'immeuble sis 3 Grande Rue, effectuée le 29 novembre 2013 à NANCY (54000) ;

CONSIDERANT que les désordres constatés au niveau de l'étanchéité de la toiture et de l'installation électrique présentent un danger imminent pour la santé et la sécurité des occupants et du voisinage en raison :

- du risque lié aux infiltrations d'eau provenant du manque d'étanchéité de la toiture ;

- des risques d'électrocution et d'incendie du fait de l'installation électrique non sécurisée ;
CONSIDERANT dès lors qu'il y a lieu de prescrire les mesures d'urgence propres à supprimer les risques susvisés ;

ARRETE

Article 1er - Monsieur ILLIG Gabriel, Christophe, Marie, François, né le 25 janvier 1951 à PARIS 16e, demeurant Rue de la Fontaine à BURTHECOURT AUX CHENES (54210) ou ses ayants droits est mis en demeure de prendre toutes les mesures visant à :

- garantir l'étanchéité de la toiture ;
 - sécuriser l'installation électrique ;
 - empêcher l'accès à l'immeuble ;
 - empêcher la circulation entre les immeubles sis 3 et 5 Grande Rue ;
- dans un délai de 8 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Les travaux prescrits ci-dessus ne constituent que la partie urgente des travaux nécessaires à la résorption de l'insalubrité de l'immeuble.

Le présent arrêté de mise en demeure ne fait pas obstacle à la poursuite de la procédure de déclaration d'insalubrité en application des articles L.1331-26 et suivants du code de la santé publique.

Article 2 - En cas de non exécution de ces mesures dans le délai fixé à l'article 1, il sera procédé d'office aux travaux aux frais des intéressés. La créance en résultant sera recouvrée comme en matière de contributions directes.

Article 3 - Les dangers encourus par les occupants et le voisinage ainsi que la nature des travaux de sortie d'insalubrité de l'immeuble rendant l'occupation impossible durant ceux-ci, l'immeuble est interdit à l'habitation, à titre temporaire, à compter de la notification du présent arrêté et jusqu'au constat de la réalisation des travaux de sortie d'insalubrité de l'immeuble par l'autorité compétente.

L'hébergement des occupants devra être assuré par les propriétaires ou ses ayants droits dans les conditions prévues aux articles L.521-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation reproduits en annexe. En cas de défaillance de sa part, l'hébergement temporaire sera assuré à leurs frais par la collectivité publique.

Article 4 - Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent est passible des sanctions pénales prévues à l'article L.1337-4 du code de la santé publique.

Le non respect des dispositions protectrices des occupants prévues par les articles L.521-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation est également passible de poursuites pénales dans les conditions prévues par l'article L.521-4 du code de la construction et de l'habitation reproduit en annexe.

Article 5 - Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1 ci-dessus, à l'exploitant du restaurant « Les Milles et Une Nuits » sis 5 Grande Rue à NANCY (54000), à M. TUZUN Zekeriya demeurant 6 rue du Four à NANCY (54000) propriétaire de l'immeuble voisin sis 5 Grande Rue et à la direction du cabinet Univers sis 64 avenue Anatole France à NANCY (54000) syndic de l'immeuble sis 5 Grande Rue.

Il sera transmis à M. le maire de NANCY, au procureur de la république, au directeur départemental des territoires, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement (CAF et MSA), ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département et à la communauté urbaine du Grand Nancy.

Il sera affiché à la mairie de NANCY ainsi que sur la façade de l'immeuble.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture, le maire de NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction générale de la santé- EA 2- 14, avenue Duquesne, 75350 Paris 07 SP). L'absence de réponse dans un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY – 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

Nancy, le 10 décembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

L'annexe jointe au présent arrêté est consultable au SCHS de NANCY (service communal d'hygiène et de santé 40, rue Sainte Catherine 54000 NANCY).

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Cellule prévention et promotion de la santé

Décision N° 2013-0944 du 13 novembre 2013 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2013 - Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) géré par l'association Alpha-santé à HAYANGE - FINESS N° 54 001 2275

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L313-8 et L314-3 à L314-8, ainsi que les articles R314-1 à R314-204 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles R174-7 et R174-8 ;

VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;

VU Le décret du 12 décembre 2012 portant nomination de Claude d'HARCOURT en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté du 22 avril 2006 modifiant et complétant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF, complété par l'arrêté du 9 juillet 2007 ;

VU l'arrêté du 27 août 2013, publié au journal officiel du 30 août 2013, fixant pour l'année 2013 l'objectif des dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnés à l'article L.314-3-3 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 6 septembre 2013, publié au journal officiel du 12 septembre 2013, fixant pour l'année 2013 les dotations régionales limitatives de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L-314-3-3 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté n° 2013-0930 du 23 septembre 2013 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU la circulaire interministérielle n° DGCS/SD1/SD5C/DGS/DSS/DB/2013/339 du 6 septembre 2013 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2013 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, appartements de coordination thérapeutique (ACT), lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), communautés thérapeutiques (CT), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisés (LAM) et l'expérimentation « un chez soi d'abord » ;

VU la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire ;

D E C I D E

Article 1er - Pour l'exercice budgétaire 2013, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CSAPA, géré par l'association Alpha-santé à Hayange, sont fixées comme suit à compter du 1^{er} novembre 2013:

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	37 998
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	829 027
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	144 107
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	1 011 132
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	998 637
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	12 495
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	1 011 132

Article 2 - Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement du CSAPA, géré par l'association Alpha-santé à Hayange, est fixée à **998 637 €**.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 octobre 2013 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 - Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis Cours administrative d'appel de Nancy – 6, rue du Haut Bourgeois – CO 50015 – 54035 NANCY-CEDEX dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 - En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 - Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'établissement.

Nancy, le 13 novembre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Décision N° 2013-0946 du 13 novembre 2013 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2013 - Lits halte soins santé (LHSS) - FINESS N° 54 001 6938 - 12 boulevard Jean Jaurès - 54000 NANCY

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L313-8 et L314-3 à L314-8, ainsi que les articles R314-1 à R314-204 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles R174-7 et R174-8 ;

VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;

VU Le décret du 12 décembre 2012 portant nomination de Claude d'HARCOURT en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté du 22 avril 2006 modifiant et complétant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF, complété par l'arrêté du 9 juillet 2007 ;

VU l'arrêté du 27 août 2013, publié au journal officiel du 30 août 2013, fixant pour l'année 2013 l'objectif des dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnés à l'article L.314-3-3 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 6 septembre 2013, publié au journal officiel du 12 septembre 2013, fixant pour l'année 2013 les dotations régionales limitatives de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L-314-3-3 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté n° 2013-0930 du 23 septembre 2013 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU la circulaire interministérielle n° DGCS/SD1/SD5C/DGS/DSS/DB/2013/339 du 6 septembre 2013 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2013 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, appartements de coordination thérapeutique (ACT), lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), communautés thérapeutiques (CT), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisés (LAM) et l'expérimentation « un chez soi d'abord » ;

VU la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire ;

D E C I D E

Article 1er - Pour l'exercice budgétaire 2013, les recettes et les dépenses prévisionnelles des LHSS, gérés par l'association ARS à NANCY, sont fixées comme suit à compter du 1^{er} novembre 2013:

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	144 271
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	583 840
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	122 781,98
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	850 892,98
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	803 000
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	7 895
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	39 893
	Reprise d'excédents	104,98
	TOTAL Recettes	850 892,98

Article 2 - Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement des LHSS, gérés par l'association ARS, est fixée à **803 000 €**.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 octobre 2013 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 - Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale Cours administrative d'appel de Nancy – 6, rue du Haut Bourgeois – CO 50015 – 54035 NANCY-CEDEX dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 - En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 - Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'établissement.

Nancy, le 13 novembre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Décision N° 2013-0945 du 15 novembre 2013 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2013 - Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) - FINESS N° 54 000 5337 - 29 avenue de Lattre de Tassigny à NANCY

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L313-8 et L314-3 à L314-8, ainsi que les articles R314-1 à R314-204 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles R174-7 et R174-8 ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU Le décret du 12 décembre 2012 portant nomination de Claude d'HARCOURT en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
VU l'arrêté du 22 avril 2006 modifiant et complétant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF, complété par l'arrêté du 9 juillet 2007 ;
VU l'arrêté du 27 août 2013, publié au journal officiel du 30 août 2013, fixant pour l'année 2013 l'objectif des dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnés à l'article L.314-3-3 du code de l'action sociale et des familles ;
VU l'arrêté du 6 septembre 2013, publié au journal officiel du 12 septembre 2013, fixant pour l'année 2013 les dotations régionales limitatives de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L-314-3-3 du code de l'action sociale et des familles ;
VU l'arrêté n° 2013-0930 du 23 septembre 2013 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
VU la circulaire interministérielle n° DGCS/SD1/SD5C/DGS/DSS/DB/2013/339 du 6 septembre 2013 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2013 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, appartements de coordination thérapeutique (ACT), lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), communautés thérapeutiques (CT), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisés (LAM) et l'expérimentation « un chez soi d'abord » ;
VU la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire ;

D E C I D E

Article 1er - Pour l'exercice budgétaire 2013, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CSAPA, géré par le CHU de Nancy, sont fixées comme suit à compter du 1^{er} novembre 2013 :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	347 305
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1 704 687
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	212 222
	Dont CNR	29 040
	TOTAL Dépenses	
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	2 264 214
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	

Article 2 - Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement du CSAPA, géré par le CHU de Nancy, est fixée à **2 264 214 €**. Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 octobre 2013 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

La dotation globale de financement du CSAPA est ramenée à 2 235 174 € à compter du 1^{er} janvier 2014.

Article 3 - Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale Cours administrative d'appel de Nancy – 6, rue du Haut Bourgeois – CO 50015 – 54035 NANCY-CEDEX, dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 - En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 - Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à Monsieur le Directeur Général du CHU de Nancy.

Nancy, le 15 novembre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué territorial,
Philippe ROMAC

Décision N° 2013-1123 du 25 novembre 2013 annulant et remplaçant la décision n° 2013- 0945 du 15 novembre 2013 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2013 - Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) - FINESS N° 54 000 5337 - 29 avenue de Lattre de Tassigny à NANCY

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L313-8 et L314-3 à L314-8, ainsi que les articles R314-1 à R314-204 ;
VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles R174-7 et R174-8 ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;

VU Le décret du 12 décembre 2012 portant nomination de Claude d'HARCOURT en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté du 22 avril 2006 modifiant et complétant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF, complété par l'arrêté du 9 juillet 2007 ;
 VU l'arrêté du 27 août 2013, publié au journal officiel du 30 août 2013, fixant pour l'année 2013 l'objectif des dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnés à l'article L.314-3-3 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'arrêté du 6 septembre 2013, publié au journal officiel du 12 septembre 2013, fixant pour l'année 2013 les dotations régionales limitatives de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L.314-3-3 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'arrêté n° 2013-0930 du 23 septembre 2013 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU la circulaire interministérielle n° DGCS/SD1/SD5C/DGS/DSS/DB/2013/339 du 6 septembre 2013 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2013 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, appartements de coordination thérapeutique (ACT), lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), communautés thérapeutiques (CT), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisés (LAM) et l'expérimentation « un chez soi d'abord » ;
 VU la décision n° 2013-0945 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2013 et notamment le paragraphe 2 comportant une erreur ;

D E C I D E

Article 1er - Pour l'exercice budgétaire 2013, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CSAPA, géré par le CHU de Nancy, sont fixées comme suit à compter du 1^{er} novembre 2013 :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	347 305
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1 704 687
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	212 222
	Dont CNR	29 040
	TOTAL Dépenses	
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	2 264 214
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	

Article 2 - Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement du CSAPA, géré par le CHU de Nancy, est fixée à **2 264 214 €**. Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 octobre 2013 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

La dotation globale de financement du CSAPA est ramenée à 2 235 174 € à compter du 1^{er} janvier 2014.

Article 3 - Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis Cours administrative d'appel de Nancy – 6, rue du Haut Bourgeois – CO 50015 – 54035 NANCY-CEDEX, dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 - En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 - Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à Monsieur le Directeur Général du CHU de Nancy.

Nancy, le 25 novembre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Le Délégué territorial,
 Philippe ROMAC

Arrêté 2013-1340 du 9 décembre 2013 portant renouvellement de l'habilitation du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, en tant que centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles (CIDDIST)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L3121-1, L3121-2-1 et D3121-38 à 42 ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret du 13 décembre 2012 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

VU l'arrêté du 19 décembre 2005 fixant le contenu du dossier de demande d'habilitation ;

VU l'arrêté n°113 du Préfet de Meurthe-et-Moselle du 27 janvier 2010 habilitant le centre hospitalier de Pont-à-Mousson en tant que centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles ;

VU l'arrêté du 11 décembre 2012 modifiant l'arrêté du 1er décembre 2010 fixant le contenu du rapport d'activité et de performance en application des articles D. 3111-25, D. 3112-9 et D. 3121-41 du code de la santé publique ;

VU la demande de renouvellement d'habilitation en tant que centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles présentée par le centre hospitalier de Pont-à-Mousson le 12 novembre 2013, réceptionnée le 18 novembre 2013 par l'Agence régionale de Santé de Lorraine ;

VU les éléments du dossier qui permettent de considérer que le centre hospitalier de Pont-à-Mousson répond aux conditions d'autorisation et de fonctionnement d'un centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles ;

A R R E T E

Article 1er - Le centre hospitalier de PONT-A-MOUSSON, sis, Place Colombé, 54700 PONT-A-MOUSSON, est habilité, pour une durée de trois ans à compter de la signature du présent arrêté, en qualité de centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles.

Article 2 - les modalités de fonctionnement et de financement du centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles sont fixées par une convention entre le directeur général de l'ARS et la direction de l'établissement.

Ces modalités sont conformes aux dispositions prévues par la réglementation.

Toute modification relative au fonctionnement ou à l'organisation du centre doit être signalée sans délai au directeur général de l'ARS.

Le centre fournit à l'Agence régionale de santé, chaque année avant le 15 février, un rapport d'activité et de performance de l'année écoulée et conforme à la réglementation.

Article 3 - Lorsque les modalités de fonctionnement du centre ne permettent plus de répondre aux obligations fixées par les articles D3121-39 et D3121-41 du code de santé publique, le Directeur général de l'agence régionale de santé met en demeure la structure habilitée de s'y conformer dans le délai qu'il fixe.

Si la mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans le délai imparti, l'habilitation peut-être retirée.

En cas d'urgence tenant à la sécurité des usagers, l'habilitation peut être suspendue.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy - 5 place de la Carrière - CO 38 - 54036 NANCY CEDEX - dans un délai de deux mois à compter de sa publication, où à égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région et de la Préfecture du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 décembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté 2013-1339 du 10 décembre 2013 portant renouvellement de l'habilitation du Centre Hospitalier de LUNEVILLE en tant que centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles (CIDDIST)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L3121-1, L3121-2-1 et D3121-38 à 42 ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret du 13 décembre 2012 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

VU l'arrêté du 19 décembre 2005 fixant le contenu du dossier de demande d'habilitation ;

VU l'arrêté n°112 du Préfet de Meurthe-et-Moselle du 27 janvier 2010 habilitant le centre hospitalier de Lunéville en tant que centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles ;

VU l'arrêté du 11 décembre 2012 modifiant l'arrêté du 1er décembre 2010 fixant le contenu du rapport d'activité et de performance en application des articles D. 3111-25, D. 3112-9 et D. 3121-41 du code de la santé publique ;

VU la demande de renouvellement d'habilitation en tant que centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles présentée par le centre hospitalier de Lunéville le 21 octobre 2013, réceptionnée le 21 octobre 2013 par l'Agence régionale de Santé de Lorraine et complétée le 22 novembre 2013 ;

VU les éléments du dossier qui permettent de considérer que le centre hospitalier de Lunéville répond aux conditions d'autorisation et de fonctionnement d'un centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles ;

ARRETE

Article 1er - Le centre hospitalier de LUNEVILLE, sis, 6 rue Girardet, 54300 LUNEVILLE, est habilité, pour une durée de trois ans à compter de la signature du présent arrêté, en qualité de centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles.

Article 2 - les modalités de fonctionnement et de financement du centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles sont fixées par une convention entre le directeur général de l'ARS et la direction de l'établissement.

Ces modalités sont conformes aux dispositions prévues par la réglementation.

Le centre fournit annuellement à l'Agence régionale de santé un rapport d'activité et de performance conforme à la réglementation.

Article 3 - Lorsque les modalités de fonctionnement du centre ne permettent plus de répondre aux obligations fixées par les articles D3121-39 et D3121-41 du code de santé publique, le Directeur général de l'agence régionale de santé met en demeure la structure habilitée de s'y conformer dans le délai qu'il fixe.

Si la mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans le délai imparti, l'habilitation peut-être retirée.

En cas d'urgence tenant à la sécurité des usagers, l'habilitation peut être suspendue.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy - 5 place de la Carrière - CO 38 - 54036 NANCY CEDEX - dans un délai de deux mois à compter de sa publication, où à égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région et de la Préfecture du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 décembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Etablissements de santé

**Arrêté ARS N° 2013-1102 du 14 novembre 2013 portant fixation du montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale à la Maison Hospitalière de BACCARAT
EJ FINESS : 540014081 - ET FINESS : 540000072**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R162-32 à R162-32-2 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

VU l'arrêté du 07 novembre 2013 paru au Journal Officiel du 14 novembre 2013 fixant, pour l'année 2013, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er - Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à : 2 266 €

Article 2 - Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas, de la publication du présent arrêté.

Article 3 - Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 novembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1230 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de NANCY pour l'exercice 2013
EJ FINESS : 540000056 - ET FINESS : 540014073

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/376 du 30 octobre 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 30 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie.

ARRETE

Article 1er - Le montant 2013 des ressources d'assurance maladie est revu pour l'année 2013 à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale, est porté à 82 275 977 €.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 novembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Pour le Directeur et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,

Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013- 1231 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier SAINT-NICOLAS-DE-PORT pour l'exercice 2013
EJ FINESS : 540000114 - ET FINESS : 540000312

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/376 du 30 octobre 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 30 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie

ARRETE

Article 1er - Le montant 2013 des ressources d'assurance maladie est revu pour l'année 2013 à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale, est porté à 12 845 483 €.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 novembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Pour le Directeur et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,

Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013- 1232 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière Saint-Eloi pour l'exercice 2013
EJ FINESS : 540000437 - ET FINESS : 540000858

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/376 du 30 octobre 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 30 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie.

ARRETE

Article 1er - Le montant 2013 des ressources d'assurance maladie est revu pour l'année 2013 à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale, est porté à 1 945 422 €.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 novembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Pour le Directeur et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,

Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1233 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Intercommunal POMPEY / LAY ST CHRISTOPHE pour l'exercice 2013

EJ FINESS : 540003399 - ET FINESS : 540000270

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/376 du 30 octobre 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 30 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie.

ARRETE

Article 1er - Le montant 2013 des ressources d'assurance maladie est revu pour l'année 2013 à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale, est porté à 2 391 743 €.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 novembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Pour le Directeur et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,

Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1234 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à 3H SANTE pour l'exercice 2013

EJ FINESS : 540019007 - ET FINESS : 540000148

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/376 du 30 octobre 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 30 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie.

ARRETE

Article 1er - Le montant 2013 des ressources d'assurance maladie est revu pour l'année 2013 à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale, est porté à 2 545 585 €.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 novembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Pour le Directeur et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,

Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1258 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la MATERNITE REGIONALE pour l'exercice 2013

EJ FINESS : 540000031 - ET FINESS : 540000015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU la circulaire n° SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU la circulaire n° SG/DGOS/2013/361 du 8 octobre 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/376 du 30 octobre 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 30 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie.

ARRETE

Article 1er - Le montant 2013 des ressources d'assurance maladie versées à la MATERNITE REGIONALE est revu selon les modalités fixées aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant 2013 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale, est porté à 6 359 597 €

Article 3 - Le montant de la dotation FIR est abondé à l'occasion du présent arrêté de 376 591 €, dont :

78 000 € au titre de la PDES

20 000 € au titre de l'amélioration de l'offre

278 591 € au titre de la restructuration et du soutien financier.

Ces montants s'ajoutent le cas échéant à ceux éventuellement notifiés à l'établissement au titre du FIR à l'occasion d'une délégation précédente intervenue en 2013.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Général de l'ARS et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 novembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Pour le Directeur et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,

Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1259 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de TOUL pour l'exercice 2013

EJ FINESS : 540000049 - ET FINESS : 540000023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU la circulaire n° SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU la circulaire n° SG/DGOS/2013/361 du 8 octobre 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/376 du 30 octobre 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 30 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et à d'aide à la contractualisation ;

VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie.

ARRETE

Article 1er - Le montant 2013 des ressources d'assurance maladie versées au Centre Hospitalier de TOUL est revu selon les modalités fixées aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant 2013 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale, est porté à 2 487 093 €

Article 3 - Le montant de la dotation FIR est abondé à l'occasion du présent arrêté de 575 000 €, dont :

66 000 € au titre de la PDSES

9 000 € au titre de l'ETP

500 000 € au titre des investissements hors plans nationaux

Ces montants s'ajoutent le cas échéant à ceux éventuellement notifiés à l'établissement au titre du FIR à l'occasion d'une délégation précédente intervenue en 2013.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Général de l'ARS et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 novembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Pour le Directeur et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,

Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1260 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière de BACCARAT pour l'exercice 2013

EJ FINESS : 540014081 - ET FINESS : 540000072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU la circulaire n° SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU la circulaire n° SG/DGOS/2013/361 du 8 octobre 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/376 du 30 octobre 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 30 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et à d'aide à la contractualisation ;

VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie.

ARRETE

Article 1er - Le montant 2013 des ressources d'assurance maladie versées à la Maison Hospitalière de BACCARAT est revu selon les modalités fixées à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant 2013 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale, est porté à 10 730 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Général de l'ARS et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 novembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Pour le Directeur et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,

Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1261 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2013

EJ FINESS : 540000080 - ET FINESS : 540000155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU la circulaire n° SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° SG/DGOS/2013/361 du 8 octobre 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/376 du 30 octobre 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 30 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et à d'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie.

ARRETE

Article 1er - Le montant 2013 des ressources d'assurance maladie versées au Centre Hospitalier de LUNEVILLE est revu selon les modalités fixées aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant 2013 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale, est porté à 2 541 299 €

Article 3 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :
966 177 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Général de l'ARS et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 27 novembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1262 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON pour l'exercice 2013
EJ FINESS : 540000106 - ET FINESS : 540000296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la circulaire n° SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° SG/DGOS/2013/361 du 8 octobre 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/376 du 30 octobre 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 30 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et à d'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie.

ARRETE

Article 1er - Le montant 2013 des ressources d'assurance maladie versées au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est revu selon les modalités fixées aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant 2013 de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est porté à 3 901 528 €

Article 3 - Le montant 2013 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale, est porté à 1 682 971 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Général de l'ARS et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 27 novembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1263 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière SAINT CHARLES pour l'exercice 2013
EJ FINESS : 540000122 - ET FINESS : 540000395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la circulaire n° SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° SG/DGOS/2013/361 du 8 octobre 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/376 du 30 octobre 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 30 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et à d'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie.

ARRETE

Article 1er - Le montant 2013 des ressources d'assurance maladie versées à la Maison Hospitalière SAINT CHARLES est revu selon les modalités fixées aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant 2013 de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est porté à 4 061 098 €

Article 3 - Le montant 2013 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale, est porté à 68 460 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Général de l'ARS et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Pour le Directeur et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,

Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1264 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques PARISOT pour l'exercice 2013
EJ FINES : 540006707 - ET FINES : 540000668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la circulaire n° SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° SG/DGOS/2013/361 du 8 octobre 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/376 du 30 octobre 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 30 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et à d'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie.

ARRETE

Article 1er - Le montant 2013 des ressources d'assurance maladie versées au CENTRE JACQUES PARISOT est revu selon les modalités fixées aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant 2013 de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est porté à 16 398 485 €

Article 3 - Le montant 2013 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale, est porté à 12 000 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Général de l'ARS et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Pour le Directeur et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,

Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1265 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de BRIEY pour l'exercice 2013
EJ FINES : 540000767 - ET FINES : 540001070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la circulaire n° SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° SG/DGOS/2013/361 du 8 octobre 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/376 du 30 octobre 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 30 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie.

ARRETE

Article 1er - Le montant 2013 des ressources d'assurance maladie versées au Centre Hospitalier de BRIEY est revu selon les modalités fixées aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant 2013 de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est porté à 8 560 642 €

Article 3 - Le montant 2013 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale, est porté à 1 322 101 €

Article 4 - Le montant de la dotation FIR est abondé à l'occasion du présent arrêté de 80 000 €, dont :
80 000 € au titre de la PDSES

Ces montants s'ajoutent le cas échéant à ceux éventuellement notifiés à l'établissement au titre du FIR à l'occasion d'une délégation précédente intervenue en 2013.

Article 5 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 - Le Directeur Général de l'ARS et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 novembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Pour le Directeur et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,

Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1266 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de JOEUF pour l'exercice 2013
EJ FINESS : 540000882 - ET FINESS : 540001104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R162-32 à R162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la circulaire n° SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° SG/DGOS/2013/361 du 8 octobre 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/376 du 30 octobre 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 30 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie.

ARRETE

Article 1er - Le montant 2013 des ressources d'assurance maladie versées à l'Association Hospitalière de JOEUF est revu selon les modalités fixées aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant 2013 de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est porté à 1 577 136 €

Article 3 - Le montant 2013 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale, est porté à 20 110 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Général de l'ARS et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 novembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Pour le Directeur et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,

Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1267 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'INSTITUT DE CANCEROLOGIE DE LORRAINE pour l'exercice 2013
EJ FINESS : 540003019 - ET FINESS : 540001286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la circulaire n° SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° SG/DGOS/2013/361 du 8 octobre 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/376 du 30 octobre 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 30 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et à d'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie.

ARRETE

Article 1er - Le montant 2013 des ressources d'assurance maladie versées à l'INSTITUT DE CANCEROLOGIE DE LORRAINE est revu selon les modalités fixées aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant 2013 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale, est porté à 6 981 054 €

Article 3 - Le montant de la dotation FIR est abondé à l'occasion du présent arrêté de 500 000 €, dont :
500 000 € au titre de la restructuration et du soutien financier.

Ces montants s'ajoutent le cas échéant à ceux éventuellement notifiés à l'établissement au titre du FIR à l'occasion d'une délégation précédente intervenue en 2013.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Général de l'ARS et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 novembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Pour le Directeur et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,

Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1268 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE de NANCY pour l'exercice 2013

EJ FINESS : 540002078 - ET FINESS : 540001138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la circulaire n° SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° SG/DGOS/2013/361 du 8 octobre 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/376 du 30 octobre 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 30 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et à d'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie.

ARRETE

Article 1er - Le montant 2013 des ressources d'assurance maladie versées au CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE de NANCY est revu selon les modalités fixées aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant 2013 de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est porté à 17 781 870 €

Article 3 - Le montant 2013 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale, est porté à 83 646 479 €

Article 4 - Le montant de la dotation FIR est abondé à l'occasion du présent arrêté de 1 495 749 €, dont :

601 600 € au titre de la PDSES

112 292 € au titre du CDAG

552 457 € au titre des Carences ambulancières

229 400 € au titre de l'amélioration de l'offre

Ces montants s'ajoutent le cas échéant à ceux éventuellement notifiés à l'établissement au titre du FIR à l'occasion d'une délégation précédente intervenue en 2013.

Article 5 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 - Le Directeur Général de l'ARS et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 novembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1269 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au SINCAL pour l'exercice 2013

EJ FINESS : 540020112 - ET FINESS : 540000163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R162-32 à R162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n°2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n°2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la circulaire n° SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° SG/DGOS/2013/361 du 8 octobre 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/376 du 30 octobre 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 30 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et à d'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie.

ARRETE

Article 1er - Le montant 2013 des ressources d'assurance maladie versées au SINCAL est revu selon les modalités fixées aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant 2013 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale, est porté à 1 019 781 €

Article 3 - Le montant de la dotation FIR est abondé à l'occasion du présent arrêté de 32 000 €, dont :

32 000 € au titre de la PDSES

Ces montants s'ajoutent le cas échéant à ceux éventuellement notifiés à l'établissement au titre du FIR à l'occasion d'une délégation précédente intervenue en 2013.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L351-1 à L351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Général de l'ARS et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 novembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1270 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la CLINIQUE JEANNE D'ARC pour l'exercice 2013

EJ FINESS : 540003928 - ET FINESS : 540000361

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R162-32 à R162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n°2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n°2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la circulaire n° SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° SG/DGOS/2013/361 du 8 octobre 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/376 du 30 octobre 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 30 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et à d'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie.

ARRETE

Article 1er - Le montant 2013 des ressources d'assurance maladie versées à la CLINIQUE JEANNE D'ARC est revu selon les modalités fixées aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant 2013 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale, est porté à 5 531 €

Article 3 - Le montant de la dotation FIR est abondé à l'occasion du présent arrêté de 51 996 €, dont : 51 996€ au titre de la restructuration et du soutien financier.

Ces montants s'ajoutent le cas échéant à ceux éventuellement notifiés à l'établissement au titre du FIR à l'occasion d'une délégation précédente intervenue en 2013.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Général de l'ARS et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 novembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Pour le Directeur et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,

Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1271 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la CLINIQUE AMBROISE PARE pour l'exercice 2013
EJ FINESS : 540000890 - ET FINESS : 540000445

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU la circulaire n° SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU la circulaire n° SG/DGOS/2013/361 du 8 octobre 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/376 du 30 octobre 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 30 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie.

ARRETE

Article 1er - Le montant 2013 des ressources d'assurance maladie versées à la CLINIQUE AMBROISE PARE est revu selon les modalités fixées aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant 2013 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale, est porté à 21 529 €

Article 3 - Le montant de la dotation FIR est abondé à l'occasion du présent arrêté de 14 021 €, dont :

14 021 € au titre de la PDSES

Ces montants s'ajoutent le cas échéant à ceux éventuellement notifiés à l'établissement au titre du FIR à l'occasion d'une délégation précédente intervenue en 2013.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Général de l'ARS et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 novembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Pour le Directeur et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,

Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1272 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la CLINIQUE LOUIS PASTEUR pour l'exercice 2013
EJ FINESS : 540003449 - ET FINESS : 540000478

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU la circulaire n° SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU la circulaire n° SG/DGOS/2013/361 du 8 octobre 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/376 du 30 octobre 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 30 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie.

ARRETE

Article 1er - Le montant 2013 des ressources d'assurance maladie versées à la CLINIQUE LOUIS PASTEUR est revu selon les modalités fixées aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant 2013 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale, est porté à 110 978 €

Article 3 - Le montant de la dotation FIR est abondé à l'occasion du présent arrêté de 38 429 €, dont :
38 429 € au titre de la PDSSES

Ces montants s'ajoutent le cas échéant à ceux éventuellement notifiés à l'établissement au titre du FIR à l'occasion d'une délégation précédente intervenue en 2013.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Général de l'ARS et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 novembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1273 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la POLYCLINIQUE GENTILLY pour l'exercice 2013
EJ FINESS : 540000932 - ET FINESS : 540000486

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la circulaire n° SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° SG/DGOS/2013/361 du 8 octobre 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;
VU la circulaire n° DGOS/R/1/2013/376 du 30 octobre 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 30 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie.

ARRETE

Article 1er - Le montant 2013 des ressources d'assurance maladie versées à la POLYCLINIQUE GENTILLY est revu selon les modalités fixées aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant 2013 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale, est porté à 159 004 €

Article 3 - Le montant de la dotation FIR est abondé à l'occasion du présent arrêté de 69 592 €, dont :
69 592 € au titre de la PDSSES

Ces montants s'ajoutent le cas échéant à ceux éventuellement notifiés à l'établissement au titre du FIR à l'occasion d'une délégation précédente intervenue en 2013.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Général de l'ARS et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 novembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS N° 2013-1274 du 27 novembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la POLYCLINIQUE MAJORELLE pour l'exercice 2013
EJ FINESS : 540000536 - ET FINESS : 540013224

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU la circulaire n° SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° SG/DGOS/2013/361 du 8 octobre 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/376 du 30 octobre 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 30 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et à d'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie.

ARRETE

Article 1er - Le montant 2013 des ressources d'assurance maladie versées à la POLYCLINIQUE MAJORELLE est revu selon les modalités fixées aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant 2013 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale, est porté à 158 506 €

Article 3 - Le montant de la dotation FIR est abondé à l'occasion du présent arrêté de 38 600 €, dont :
38 600 € au titre de la PDSES

Ces montants s'ajoutent le cas échéant à ceux éventuellement notifiés à l'établissement au titre du FIR à l'occasion d'une délégation précédente intervenue en 2013.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Général de l'ARS et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 27 novembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté N° 2013-1223 du 25 novembre 2013 fixant les modalités de transfert des biens, droits et obligations du Centre Hospitalier Universitaire et de la Maternité Régionale de NANCY au nouveau Centre Hospitalier Universitaire de NANCY

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6122-1 et suivants, L 6141-1 et suivants et R 6141 et suivants ;
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'Hôpital et relative aux Patients, à la Santé, et aux Territoires ;
VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n° 2009-879 susvisée ;
VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU le décret du 13 décembre 2012 portant nomination de Monsieur Claude d'Harcourt, en qualité de directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;
VU le décret n° 2013-1050 du 21 novembre 2013 relatif à la création d'un centre hospitalier régional à Nancy par fusion du centre hospitalier universitaire de Nancy et de la maternité régionale universitaire de Nancy ;
VU le Projet Régional de Santé de Lorraine publié le 26 juillet 2012 ;
VU la convention hospitalo-universitaire conclue entre le centre hospitalier universitaire de Nancy et l'Université de Lorraine le 20 décembre 1973 modifiée le 19 septembre 2011 qui reste applicable jusqu'à la signature de la nouvelle convention avant le 1er juillet 2014 ;
VU les autorisations détenues par le centre hospitalier universitaire et la maternité régionale de Nancy ;
CONSIDERANT que l'article 1er du décret n° 2013-1050 du 21 novembre 2013 relatif à la création d'un centre hospitalier régional à Nancy par fusion du centre hospitalier universitaire et de la maternité régionale de Nancy, dispose qu'il appartient au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine de fixer les modalités du transfert des biens, droits et obligations desdits établissements dans le cadre de leur fusion au 1er janvier 2014 ;

ARRETE

Article 1er - Le nouvel établissement public de santé est dénommé « Centre Hospitalier Régional de Nancy » et son siège est situé 29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny – CO 60034 - 54035 NANCY CEDEX ; FINESSE EJ : 54 002 3264.

En vertu des dispositions de l'article 4 du décret n°2013-1050 du 21 novembre 2013, la convention hospitalo-universitaire actuelle reste applicable jusqu'à la signature de la nouvelle convention qui devra être conclue avant le 1er juillet 2014, et de ce fait, le nouvel établissement garde la même dénomination : « Centre Hospitalier Universitaire de Nancy ».

Article 2 - Les biens, droits et obligations détenus par le Centre Hospitalier Universitaire et la Maternité Régionale de Nancy sont transférés automatiquement au nouvel établissement issu de la fusion entre ces deux établissements, à compter du 1er janvier 2014.

Article 3 - Il est confirmé, au profit du nouvel établissement, l'ensemble des autorisations d'activités de soins et d'équipements matériels lourds détenus par le CHU de Nancy et la Maternité Régionale de Nancy tels que visés par les articles R 6122-25 et R 6122-26 du Code de la Santé Publique. Ces activités de soins et ces équipements matériels lourds resteront localisés sur leur site d'origine.

Les durées d'autorisation des activités de soins et équipements matériels lourds restent régies par les décisions dont elles sont issues.

Les conditions de mise en œuvre de ces autorisations seront négociées avec l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et fixées dans le contrat d'objectifs et de moyens du nouvel établissement, dans un délai de 6 mois, à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 - Le patrimoine composé des éléments de l'actif et du passif des établissements fusionnant devient celui du nouvel établissement issu de la fusion.

Les legs et donations consentis aux établissements fusionnant sont reportés sur le nouvel établissement avec la même affectation.

Article 5 - Conformément à l'article L 6141-7-1 du Code de la Santé Publique, le transfert de propriété immobilière authentifié sera publié au Service de la Publicité Foncière.

Article 6 - Les personnels du CHU de Nancy et de la MRU de Nancy, et notamment les praticiens hospitaliers visés à l'article L 6152-1 du Code de la Santé Publique, sont transférés dans le nouvel établissement qui en devient l'employeur à compter du 1er janvier 2014.

Article 7 - Le directeur des deux établissements actuels est chargé de toutes les opérations se rapportant à la gestion de l'exercice 2013, y compris les opérations comptables rattachées à l'exercice 2013 et réalisées début 2014.

A compter du 1er janvier 2014, les opérations comptables nécessaires à la liquidation des deux établissements préexistants seront conduites et réalisées par la trésorerie de Nancy.

Le directeur chargé de préparer la mise en place du nouvel établissement est le directeur actuel commun aux deux établissements.

Article 8 - Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé, 8 Avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07, pour le recours hiérarchique ;

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place de la Carrière – 54036 NANCY Cedex, pour le recours contentieux.

Article 9 - Le directeur de l'offre de santé et de l'autonomie et le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux Recueils des Actes Administratifs de la région Lorraine et de la préfecture du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 25 novembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Service Produits de Santé et Biologie

Arrêté n°2013-1349 du 5 décembre 2013 portant autorisation pour la S.A.R.L. « France OXYGENE », de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical, pour son site de rattachement situé à PLESNOIS – ZI Val EUROMOSELLE – Rue des Flambeaux (57140)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment l'article L. 4211-5 ;

VU l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

CONSIDERANT la demande présentée le 04 juillet 2013 et complétée les 3 et 18 septembre 2013, par Monsieur Didier PERRIN pour le compte de la SARL « France OXYGENE », en vue d'obtenir l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical pour son site de rattachement situé à PLESNOIS (57140) ;

CONSIDERANT l'avis rendu par le pharmacien inspecteur de santé publique de l'Agence régionale de santé de Lorraine dans le rapport qui a fait suite à l'enquête du 28 octobre 2013 ;

CONSIDERANT l'avis du Conseil Central de la Section D de l'Ordre National des Pharmaciens, rendu le 5 novembre 2013 ;

ARRETE

Article 1er - La SARL « France OXYGENE » est autorisée à dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical dans les conditions suivantes :

Forme juridique :SARL

Siège social : 7 route d'Ennevelin – AVELIN 59710

Site de dispensation : ZI Val Euromoselle - rue des Flambeaux - PLESNOIS (57140)

Pharmacien responsable : Madame Muriel STEINBRUCK

Aire géographique desservie :

Meurthe et Moselle (54),

Meuse (55),

Moselle (57),

Vosges (88),

Marne (51),

Haute-Marne (52),

Aube (10),

Bas-Rhin (67),

Haut-Rhin (68),

Territoire de Belfort (90).

Article 2 - Toute modification des éléments figurant dans le dossier de demande d'autorisation doit donner lieu à déclaration au Directeur Général de l'Agence régionale de santé.

Article 3 - Les activités de ce site doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux Bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical.

Article 4 - Tout manquement aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation.

Article 5 - Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois :

Auprès de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,

Devant le Tribunal administratif de Strasbourg – 31 avenue de la Paix – 67000 STRASBOURG cedex - pour le recours contentieux.

Article 6 - Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur, et dont copie sera transmise à

Monsieur le Président du Conseil central de l'Ordre national des pharmaciens – Section D ;

Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Champagne-Ardenne ;

Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Alsace ;

Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Franche-Comté ;

Mesdames et Messieurs les Directeurs des Caisses Primaires d'Assurance Maladie des départements desservis ;

et inséré aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de la région Lorraine et des préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Nancy, le 5 décembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Arrêté ARS n°2013-1367 du 11 décembre 2013 autorisant le transfert d'une officine de pharmacie du 2 rue Guy Ropartz à NANCY (54000) au 218 avenue de Boufflers dans la même commune - LICENCE N°54#01077

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5125-3 à L. 5125-32 et R. 5125-9 à R. 5125-12 ;

VU la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 59 ;

VU l'arrêté du 21 mars 2000, modifié, fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 28 août 1957 portant l'octroi de la licence n°258 pour l'exploitation d'une officine de pharmacie sise dans le lotissement Beauregard à NANCY ;

VU le certificat d'inscription sous le numéro 27411 au tableau annexe de la section A de l'Ordre des pharmaciens, de la SELARL « Pharmacie CEPPELELLI », pour l'exploitation de l'officine de pharmacie sise 2 rue Guy Ropartz à NANCY (54000) à compter du 18 février 2013 avec pour titulaire Mme Florence CEPPELELLI, docteur en pharmacie ;

CONSIDERANT la demande présentée par Madame Florence CEPPELLELLI, docteur en pharmacie, gérante de la SELARL « Pharmacie CEPPELLELLI », en vue de transférer l'officine de pharmacie qu'elle exploite 2 rue Guy Ropartz à NANCY (54000), au 218 avenue de Boufflers dans la même commune, demande enregistrée, au vu de l'état complet du dossier, le 24 septembre 2013 ;

CONSIDERANT conformément aux dispositions de l'article L. 5125-4 du Code de la Santé Publique :

- l'avis favorable émis par le Préfet de la Meurthe-et-Moselle en date du 29 novembre 2013 ;
- l'avis favorable émis par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine en date du 24 octobre 2013 ;
- l'avis favorable émis par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle en date du 26 novembre 2013 ;
- l'absence d'avis de l'Union Nationale des Pharmacies de France consultée par courrier reçu par ce syndicat le 27 septembre 2013 ;
- l'avis favorable émis par l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine en date du 15 octobre 2013 ;

CONSIDERANT que la population municipale de la commune de NANCY est de 105 421 habitants selon le recensement de la population légale en 2010 entré en vigueur le 1er janvier 2013 ;

CONSIDERANT que 44 officines de pharmacie sont implantées sur la commune ;

CONSIDERANT que le lieu projeté pour le transfert de l'officine est distant d'environ 350 mètres de l'emplacement actuel ;

CONSIDERANT que le transfert projeté n'a pas pour effet de compromettre l'approvisionnement en médicaments de la population desservie ;

CONSIDERANT que l'emplacement proposé pour le transfert garantit l'accueil du public dans des locaux plus vastes et mieux adaptés aux besoins de la patientèle, et permet de développer les missions du pharmacien d'officine prévues par la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

CONSIDERANT que l'emplacement proposé pour le transfert garantit un accès permanent du public à la pharmacie et lui permet d'assurer le service de garde et d'urgence ;

CONSIDERANT que le lieu proposé pour le transfert permettra une desserte optimale de la population ;

CONSIDERANT que, au vu de la demande déposée, les conditions minimales d'installation prévues aux articles R. 5125-9 à R. 5125-11 du Code de la Santé Publique seront maintenues sous réserve des observations figurant dans l'avis rendu par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique en date du 11 décembre 2013 ;

CONSIDERANT que les conditions fixées par l'article L. 5125-3 du Code de la Santé Publique, conditionnant l'octroi d'un transfert d'officine sont donc satisfaites ;

ARRETE

Article 1er - La demande de licence présentée par Madame Florence CEPPELLELLI, docteur en pharmacie, gérante de la SELARL « Pharmacie CEPPELLELLI », en vue de transférer l'officine de pharmacie qu'elle exploite 2 rue Guy Ropartz à NANCY (54000), au 218 avenue de Boufflers dans la même commune est accordée.

Article 2 - La licence ainsi accordée est enregistrée sous le n°54#01077

Article 3 - L'officine doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un délai d'un an, qui court à compter de la notification du présent arrêté. Une prolongation peut être accordée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé en cas de force majeure.

Article 4 - L'exploitation de l'officine faisant l'objet de la présente doit être déclarée auprès du Conseil compétent de l'Ordre des Pharmaciens, conformément à l'article L. 5125-16 du Code de la Santé Publique.

Article 5 - La licence n°54#00258 octroyée le 28 août 1957 sera caduque dès la réalisation du transfert et remise au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 6 - L'officine transférée ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle, d'un regroupement ni être transférée avant un délai de 5 ans à compter de la notification de l'arrêté de licence, sauf cas de force majeure constaté par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 7 - Toute cessation définitive d'activité de l'officine entraîne la caducité de la licence qui doit être remise au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par son dernier titulaire ou par ses héritiers.

Article 8 - Toute modification des éléments du présent arrêté devra faire l'objet d'une déclaration aux autorités compétentes.

Article 9 - Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

Auprès de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé - 14 avenue Duquesne - 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique, Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 10 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Florence CEPPELLELLI et dont copie sera adressée à :

Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens,

Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,

Monsieur le Président de l'Union des Syndicats de Pharmaciens d'Officine de Lorraine,

Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle

et sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de la région Lorraine et du département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 décembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Claude d'HARCOURT

DIRECTION DE LA STRATEGIE

Arrêté n° 2013-1360 du 10 décembre 2013 portant modification à la composition de la Commission Permanente de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 13 décembre 2012, portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU les arrêtés portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2013-0837 en date du 02 septembre 2013 modifiant la composition de la Commission Permanente de la CRSA de LORRAINE ;

ARRETE

Article 1er - La Commission Permanente constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

titulaire	suppléant
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
Jacqueline FONTAINE (Vice-présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

titulaire	suppléant
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean-Philippe JULO (Délégué Départemental AIDES 54)
Marie-Thérèse ANDREUX (Représentante Retraités CFDT Meurthe et Moselle)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique Meurthe et Moselle)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	Francine WEBER (Confédération Française pour la Promotion Sociale des Aveugles et Amblyopes)

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

titulaire	suppléant
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

titulaire	suppléant
Hubert ATTENONT (Président du Conseil d'Administration CARSAT Nord Est)	Jean-Louis OLAIZOLA (2 ^{ème} Vice président CARSAT Nord Est)

Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

titulaire	suppléant
Rozenn de LAVENNE (Infirmière Conseillère technique Rectorat Nancy-Metz)	Martine ROSENBACHER-BERLEMONT (Directrice Service Santé interuniversitaire)
Muriel CONTE (Déléguée Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguée Régionale ANITEA)

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

titulaire	suppléant
Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPSO)	Laurent SPANNAGEL (Directeur EHPAD)
François MORICE (Directeur Hôpital St-Maurice)	Frédéric GROSSE (Directeur Maison Hospitalière St-Charles)
Marie-France GERARD (Présidente FEMALOR)	Laetitia BERRAR (Directrice des Centres de santé CARMI)
Marie-Dominique AUGUSTIN (Directrice HAD Nancy et agglomération)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordonnateur HAD)
Vincent ROYAUX (Président de l'Ordre des Médecins)	Eliane ABRAHAM (Conseillère Ordinale Ordre des Médecins)
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)

Collège n° 8 : Personnalités qualifiées

Pr Serge BRIANÇON – Directeur – Ecole de Santé Publique
Thierry GODEFROY - Directeur Médical – UC-CMP

Article 2 - Le Président de la Commission Permanente est M. Hubert ATTENONT

Les Vice-présidentes sont Mme Jacqueline FONTAINE

Mme Brigitte VAISSE

Mme Sylvie MATHIEU

Mme Josette BURY

Article 3 - Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 10 décembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 13 décembre 2012, portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU les arrêtés portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2013-0838 du 02 septembre 2013, portant modification de la composition de la Commission Spécialisée dans le domaine des droits des usagers de la CRSA ;

ARRETE

Article 1er : La Commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

Jacqueline FONTAINE (Vice-Présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
--	------------------------------------

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

Marie-Lise DUBIEF (Consommation, Logement et Cadre de Vie)	Dominique PILLER (Président Union Régionale UFC Que Choisir Lorraine)
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean Philippe JULO (Délégué Départemental AIDES 54)
Marie-Thérèse ANDREUX (Représentante Retraités CFDT Meurthe et Moselle)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique Meurthe et Moselle)
René MASSON (Fédération Nationale Association Retraités de l'Artisanat)	Françoise LAMY (Union Territoriale Retraités CFDT / Meuse)
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)	Michèle FRANOZ (Association ENVOL Lorraine)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	Francine WEBER (Confédération Française pour la Promotion Sociale des Aveugles et Amblyopes)

Collège n° 3 : Représentant des Conférences de Territoire

Roger CHARLIER (Conférence de Territoire de la Meuse - Président FNAIR LORRAINE)	Philippe BLANCHIN (Conférence de Territoire de la Meuse - AIR Meuse)
--	--

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

Pascale LINCK (CFTC)	Pascal SPLITTGERBER (CFTC)
-------------------------	-------------------------------

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

Poste vacant	Poste vacant
--------------	--------------

Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

Norlhouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire d'espaces naturels de Lorraine)	Michèle JOCHEM-CANTAUD (Administratrice Conservatoire d'espaces naturels de Lorraine)
---	--

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPSo)	Laurent SAPNAGEL (Directeur d'EHPAD)
--	---

Article 2 : La Présidente de la Commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers est Mme Josette BURY ;

Le Vice-président est M. Emmanuel HOCHSTRASSER.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 10 décembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE**

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Décision SP/2013-03 du 13 août 2013 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne – EI PEYCLIT Richard

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,
VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,
VU la mise en demeure en date du 26 juillet 2012 adressée à l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) PEYCLIT Richard (SIREN n°521127548), sise 24 rue des victimes du nazisme à Longlaville (54810), aux fins de transmettre au préfet le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année 2011,
VU les éléments d'activité transmis par LRAR le 20 octobre 2012, incomplets et inadéquats, et signalés comme tels au gérant de l'entreprise par mél du 21 décembre 2012,
CONSIDÉRANT l'absence de production des éléments demandés au titre de l'année 2011, ainsi que l'absence de transmission de l'ensemble des états mensuels d'activité (EMA), du tableau statistique annuel (TSA) au titre de l'année 2012 au plus tard le 30 juin 2013, en dépit d'un mél d'alerte le 24 avril 2013, et enfin du bilan annuel d'activité au titre de l'année 2012 au plus tard le 30 juin 2013, en dépit d'un mél d'alerte le 28 juin 2013,
SUR proposition du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

D E C I D E

Article 1er - L'agrément simple n°N/230710/F/054/S/047 délivré le 23 juillet 2010 à l'entreprise individuelle PEYCLIT Richard (SIREN n°521127548), sise 24 rue des victimes du nazisme à Longlaville, est retiré.

Article 2 - L'EI PEYCLIT Richard en informera sans délai l'ensemble des bénéficiaires de ses prestations de services par lettre individuelle. À défaut de justification de l'accomplissement de cette obligation et après mise en demeure restée sans effet, le préfet publiera aux frais de l'EI PEYCLIT Richard sa décision dans deux journaux locaux ou dans un journal local et un journal à diffusion nationale lorsque les activités de services à la personne en cause sont exercées sur le territoire d'au moins deux régions.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 août 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général
Jean-François RAFFY

Décision du 20 août 2013 portant retrait de déclaration d'un organisme de services à la personne - EURL Art Paysage

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.28 du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n°21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,
VU la déclaration d'activité de services à la personne déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 27 juillet 2012 par l'EURL Art Paysage, sise 66 rue Pasteur à Anoux (54150), enregistrée sous le n° SAP/493254957,
CONSIDÉRANT l'absence de production du bilan annuel d'activité au titre de l'année 2012, ainsi que des états mensuels d'activité de l'année 2013,
CONSIDÉRANT l'absence de réponse à la mise en demeure expédiée le 4 juillet 2013 en lettre recommandée avec avis de réception,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur régional adjoint, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

D E C I D E

Le retrait d'inscription en tant qu'organisme de services à la personne de l'EURL Art Paysage, sise 66 rue Pasteur à Anoux, enregistrée sous le n° SAP/493254957.

Le présent retrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

L'EURL Art Paysage en informera sans délai l'ensemble des bénéficiaires de ses prestations de services par lettre individuelle.

À défaut de justification de l'accomplissement de cette obligation et après mise en demeure restée sans effet, le préfet publiera aux frais de l'EURL Art Paysage sa décision dans deux journaux locaux ou dans un journal local et un journal à diffusion nationale lorsque les activités de services à la personne en cause sont exercées sur le territoire d'au moins deux régions.

Vandœuvre, le 20 août 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Régional Adjoint,
Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le Directeur Délégué,
Philippe DIDELOT

Décision du 22 août 2013 portant retrait de déclaration d'un organisme de services à la personne – EURL AJ-Informatique

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.28 du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n°21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,
VU la déclaration d'activité de services à la personne déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 26 décembre 2011 par l'EURL AJ-Informatique, sise 3 bis rue du joli bois à Moineville (54580), enregistrée sous le n° SAP/530302108,
CONSIDERANT l'absence de production des états mensuels d'activité des années 2012 et 2013, du tableau statistique annuel et du bilan annuel d'activité au titre de l'année 2012,
CONSIDERANT l'absence de réponse à la mise en demeure expédiée le 22 juillet 2013 en lettre recommandée avec avis de réception,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur régional adjoint, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Le retrait d'inscription en tant qu'organisme de services à la personne de l'EURL AJ-Informatique, sise 3 bis rue du joli bois à Moineville, enregistrée sous le n° SAP/530302108.

Le présent retrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

L'EURL AJ-Informatique en informera sans délai l'ensemble des bénéficiaires de ses prestations de services par lettre individuelle.

À défaut de justification de l'accomplissement de cette obligation et après mise en demeure restée sans effet, le préfet publiera aux frais de l'EURL AJ-Informatique sa décision dans deux journaux locaux ou dans un journal local et un journal à diffusion nationale lorsque les activités de services à la personne en cause sont exercées sur le territoire d'au moins deux régions.

Vandœuvre, le 22 août 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Régional Adjoint,
Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le Directeur Délégué,
Philippe DIDELOT

Décision du 22 août 2013 portant retrait de déclaration d'un organisme de services à la personne – EI KAPUSTA

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.28 du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n°21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,
VU la déclaration d'activité de services à la personne déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 26 mars 2012 par l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) KAPUSTA Monique, sise 34 grand rue à Sornéville (54280), enregistrée sous le n° SAP/344056742,
CONSIDERANT l'absence de production des états mensuels d'activité des années 2012 et 2013, du tableau statistique annuel et du bilan annuel d'activité au titre de l'année 2012,
CONSIDERANT l'absence de réponse à la mise en demeure expédiée le 22 juillet 2013 en lettre recommandée avec avis de réception,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur régional adjoint, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Le retrait d'inscription en tant qu'organisme de services à la personne de l'entreprise individuelle KAPUSTA Monique, sise 34 grand rue à Sornéville, enregistrée sous le n° SAP/344056742.

Le présent retrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

L'EI KAPUSTA Monique en informera sans délai l'ensemble des bénéficiaires de ses prestations de services par lettre individuelle.

À défaut de justification de l'accomplissement de cette obligation et après mise en demeure restée sans effet, le préfet publiera aux frais de l'EI KAPUSTA Monique sa décision dans deux journaux locaux ou dans un journal local et un journal à diffusion nationale lorsque les activités de services à la personne en cause sont exercées sur le territoire d'au moins deux régions.

Vandœuvre, le 22 août 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Régional Adjoint,
Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le Directeur Délégué,
Philippe DIDELOT

Décision SP/2013-06 du 26 août 2013 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne – EI FORLI Hervé

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,
VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,
VU la mise en demeure en date du 18 juillet 2013 adressée à l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) FORLI Hervé (SIREN n° 531535243), sise 28 rue Nonnel à Saulnes (54650), aux fins de transmettre au préfet les états mensuels d'activité (EMA) à compter d'octobre 2012, ainsi que le tableau statistique annuel (TSA) et le bilan annuel d'activité au titre de l'année 2012,
CONSIDERANT l'absence de production du tableau statistique annuel (TSA) et du bilan annuel d'activité au titre de l'année 2012,
SUR proposition du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

DECIDE

Article 1er - L'agrément simple n° N/110711/F/054/S/025 délivré le 11 juillet 2011 à l'entreprise individuelle FORLI Hervé (SIREN n° 531535243), sise 28 rue Nonnel à Saulnes, est retiré.

Article 2 - L'EI FORLI Hervé en informera sans délai l'ensemble des bénéficiaires de ses prestations de services par lettre individuelle.

À défaut de justification de l'accomplissement de cette obligation et après mise en demeure restée sans effet, le préfet publiera aux frais de l'EI FORLI Hervé sa décision dans deux journaux locaux ou dans un journal local et un journal à diffusion nationale lorsque les activités de services à la personne en cause sont exercées sur le territoire d'au moins deux régions.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 août 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet, le Sous-Préfet,
Directeur de Cabinet,
Michel PROSIC

Décision SP/2013-04 du 26 août 2013 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne – EI GEORG Vincenzo

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,

VU la mise en demeure en date du 18 juillet 2013 adressée à l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) GEORG Vincenzo (SIREN n° 498383413), sise 20 rue Jobe à Audun-le-Roman (54560), aux fins de transmettre au préfet les états mensuels d'activité (EMA) à compter de juillet 2012, ainsi que le tableau statistique annuel (TSA) et le bilan annuel d'activité au titre de l'année 2012,

CONSIDÉRANT l'absence de réponse à la mise en demeure, et l'absence de production des éléments demandés,

SUR proposition du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

DECIDE

Article 1er - L'agrément simple N/021009/F/054/S/048 délivré le 2 octobre 2009 à l'entreprise individuelle GEORG Vincenzo (SIREN n° 498383413), sise 20 rue Jobe à Audun-le-Roman, est retiré.

Article 2 - L'EI GEORG Vincenzo en informera sans délai l'ensemble des bénéficiaires de ses prestations de services par lettre individuelle.

À défaut de justification de l'accomplissement de cette obligation et après mise en demeure restée sans effet, le préfet publiera aux frais de l'EI GEORG Vincenzo sa décision dans deux journaux locaux ou dans un journal local et un journal à diffusion nationale lorsque les activités de services à la personne en cause sont exercées sur le territoire d'au moins deux régions.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 août 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet, le Sous-Préfet,
Directeur de Cabinet,
Michel PROSIC

Voies de recours

Les présentes décisions sont susceptibles d'être contestées dans un délai de deux mois à compter de sa notification en exerçant :

- un recours gracieux auprès du préfet de département (Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine – BP 50219 – 23 boulevard de l'Europe – 54506 VANDŒUVRE-LES-NANCY cedex),

- un recours hiérarchique auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'emploi (DGCIS – Mission des services à la personne – Immeuble Bervil – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12),

- un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nancy (5 place de la Carrière – CO 20038 – 54036 NANCY CEDEX).

Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne du 2 décembre 2013 enregistrée sous le N° SAP/503910531 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 15/11/2013 par l'EURL Topaysage, sise 3 rue du château fort à Custines (54670).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EURL Topaysage, sous le n° SAP/503910531.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées de l'EURL Topaysage sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 23 mai 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Vandœuvre, le 2 décembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
P/le Directeur du Travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Décision du 5 décembre 2013 d'agrément d'une entreprise solidaire à LAXOU au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;
VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;
VU la demande validée par l'autorité administrative le 06 novembre 2013 présentée par Monsieur GERARDOT Christophe – Président de l'association ASSOCIATION ENSEMBLE – 1 rue du Docteur Archambault – BP 11010 – 54521 LAXOU CEDEX ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

D E C I D E

Article 1er - L'association ASSOCIATION ENSEMBLE - 1 rue du Docteur Archambault – BP 11010 – 54521 LAXOU CEDEX
SIRET 340 511 054 000 17 - code APE 8891A

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 5 décembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Décision du 9 décembre 2013 d'agrément d'une entreprise solidaire à BLAMONT au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie
VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;
VU la demande validée par l'autorité administrative le 26 novembre 2013 présentée par Monsieur LOUIS-CASTET Patrick – Président de l'association LORRAINE ENERGIES RENOUVELABLES -15 rue de Voise – 54450 BLAMONT
SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

D E C I D E

Article 1er - l'association LORRAINE ENERGIES RENOUVELABLES - 15 rue de Voise – 54450 BLAMONT

SIRET 484 397 757 000 10 - code APE 9499Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément (renouvellement) est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 20 octobre 2013 jusqu'au 19 octobre 2018.

Article 2 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 9 décembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Décision du 9 décembre 2013 d'agrément d'une entreprise solidaire à MESSEIN au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie
VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;
VU la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 1er octobre 2013 présentées par Madame CHAMPEROUX Eliane – gérante de la société SCOP SARL FERM'ISOL - Z.A. du Breuil – 831 rue Robert Schuman – 54850 MESSEIN
SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

D E C I D E

Article 1er - La société SCOP SARL FERM'ISOL - Z.A. du Breuil – 831 rue Robert Schuman – 54850 MESSEIN

SIRET 791 255 706 000 16 - code APE 2512Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 9 décembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Décision du 9 décembre 2013 d'agrément d'une entreprise solidaire à MESSEIN au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie
VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande validée par l'autorité administrative le 17 octobre 2013 présentée par Madame CHAMPEROUX Eliane – gérante de la SCOP ISOLOR 2000 - Z.A. du Breuil – 831 rue Robert Schuman – 54850 MESSEIN
SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

D E C I D E

Article 1er - La SCOP ISOLOR 2000 - Z.A. du Breuil – 831 rue Robert Schuman – 54850 MESSEIN
SIRET 432 990 141 000 33 - code APE 2512Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 9 décembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Décision du 9 décembre 2013 d'agrément d'une entreprise solidaire à MAXEVILLE au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande validée par l'autorité administrative le 29 octobre 2013 présentée par Madame PIN Delphine – Présidente de l'association FALC - France Allemagne Langues et Cultures – 2 rue André Fruchard – 54320 MAXEVILLE

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

D E C I D E

Article 1er - L'association FALC - France Allemagne Langues et Cultures - 2 rue André Fruchard – 54320 MAXEVILLE

SIRET 380 022 970 000 12 - code APE 913E

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 9 décembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Décision du 9 décembre 2013 d'agrément d'une entreprise solidaire à TOMBLAINE au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande validée par l'autorité administrative le 4 novembre 2013 présentée par Monsieur LALLOUE Eric – Président de l'association MANIVELLE PRODUCTION - C/O –la Piscine – 10 boulevard Léon Tolstoï – 54510 TOMBLAINE

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

D E C I D E

Article 1er - L'association MANIVELLE PRODUCTION - C/O la Piscine – 10 boulevard Léon Tolstoï – 54510 TOMBLAINE

SIRET 514 538 842 000 14 - code APE 9001Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 9 décembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Décision du 9 décembre 2013 d'agrément d'une entreprise solidaire à HAGEVILLE au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande validée par l'autorité administrative le 12 novembre 2013 présentée par Madame DUFOUR Aline – Directeur Général Unique de la société PILATRE DE ROZIER S.I.G.A. – Aéroport de Chambley Planet'Air – 11 boulevard Antoine de Saint-Exupéry – 54470 HAGEVILLE
SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

D E C I D E

Article 1er - La société PILATRE DE ROZIER S.I.G.A. - Aéroport de Chambley Planet'Air – 11 boulevard Antoine de Saint-Exupéry – 54470 HAGEVILLE

SIRET 398 349 225 000 27 - code APE 8230Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 9 décembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 9 décembre 2013 accordant le statut de SCOP à HAMMEVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération,
VU la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production et notamment son article 54,
VU la loi n° 92-643 du 13 juillet 1992 relative à la modernisation des entreprises coopératives,
VU le nouveau code des marchés publics et notamment l'article 54,
VU l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements,
VU le décret n° 87-276 du 16 avril 1987 portant modification du décret n° 79-376 du 10 mai 1978 fixant les conditions d'établissement de la liste des sociétés coopératives ouvrières de production,
VU le décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de société coopérative ouvrière de production,
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
VU l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général et notamment son article 17,
VU la demande reçue le 3 décembre 2013 à l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, de Monsieur ROUX Hervé, gérant de la SCOP à Responsabilité Limitée et à capital variable « LES TOITURES DU SAINTOIS » dont le siège social est situé 2 ter rue Sainte Libaire 54330 HAMMEVILLE
VU l'avis favorable en date du 2 décembre 2013 de la confédération générale des sociétés coopératives ouvrières de production à Paris,

ARRETE

Article 1er - La société « LES TOITURES DU SAINTOIS » visée ci-dessus est habilitée à prendre l'appellation de Société Coopérative de Production ou de Société Coopérative de Travailleurs ou à utiliser cette appellation ou les initiales « S.C.O.P » ainsi qu'à prétendre au bénéfice des dispositions prévues par les textes législatifs ou réglementaires relatifs aux Sociétés Coopératives de Production.

Article 2 - Cette même société pourra, en application des dispositions des articles 61 et 260 du code des marchés publics, prétendre au bénéfice des avantages prévus, d'une part, par les articles 62, 63, et 143 de ce code et, d'autre part, par les articles 261, 262 et 263 dudit code.

Article 3 - Elle pourra également bénéficier des dispositions :

- 1) de l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements ;
- 2) des articles 18, 19, 20, 21, 76 et 90 de l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général.

Article 4 - L'habilitation accordée en vertu du présent arrêté à la société sus nommée est valable, sous réserve des dispositions des articles 2 et 4 du décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production, à compter de la date d'inscription en tant que Société Coopérative Ouvrière de Production au registre du commerce, et jusqu'à radiation prononcée dans les conditions prévues par les articles 6 et 7 du même texte.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet chargé de mission, le directeur régional adjoint de la DIRECCTE Lorraine, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au demandeur.

Nancy, le 9 décembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois de sa notification d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre du travail, de l'emploi et de la santé (127 rue de Grenelle – 75007 PARIS), et dans le même délai, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (5 place Carrière – 54000 NANCY).

DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LORRAINE**Décision du 4 décembre 2013 portant fermeture définitive du débit de tabac N° 5400630S sis 31 rue Saint-Martin à BOUXIÈRES-AUX-DAMES (54136)**

Le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Lorraine,

VU l'article 568 du Code Général des impôts,
VU le décret 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de vente au détail des tabacs manufacturés et ses articles 2, 8, 27 et 37,
VU la délégation de signature du 27 mars 2012 concernant le décret susvisé,
CONSIDÉRANT la situation du débit de tabac 5400630S exploité par Mr Helechandre LOURENCO,
CONSIDÉRANT notamment les courriers des 17 juillet 2013, 25 septembre 2013 et 2 décembre 2013,
CONSIDÉRANT la résiliation du traité de gérance la liant à l'administration des douanes et droits indirects conformément à l'article 37 – 3 du décret n° 2010-720,

DECIDE

la fermeture définitive du débit de tabac N° 5400630S sis à Bouxières-aux-Dames (54136) exploité au 31, rue Saint-Martin à la date du 30 novembre 2013.

Nancy, le 4 décembre 2013

Le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Lorraine,
Christian LEBLANC

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE**

Pôle nature, biodiversité, pêche

Arrêté réglementaire permanent DDT-PECHE 2013/044 du 14 novembre 2013 relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le règlement R(CE) n°1100/2007, publié au journal officiel de l'Union européenne du 22 septembre 2007, instituant des mesures de reconstitution du stock d'anguilles européennes ;
VU le code de l'environnement et notamment les articles L.435-1, L.436-5 et L.436-12, R. 436-3 à R. 436-83 ;
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;
VU l'avis du 18 septembre 2013 du président de la Fédération Départementale des Associations Agréées de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique (FDAAPPMA) de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'avis du 28 octobre 2013 du chef du service départemental l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) ;
VU l'avis du directeur départemental des territoires ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - Outre les dispositions directement applicables des articles R.436-3 à R.436-83, L.436-5 et L. 436-12 du Code de l'Environnement, la réglementation de la pêche dans le département de Meurthe-et-Moselle est fixée conformément aux articles suivants.
Les jours inclus dans les temps fixés par les articles 2 et 3 sont compris dans les périodes d'ouverture.

I - Temps et heures d'ouverture

Article 2 - Le temps d'ouverture dans les eaux de la première catégorie (rivières à salmonidés y compris ombre commun et corégones).

1 : Ouverture générale

du 2ème samedi de mars au 3ème dimanche de septembre.

2 : Ouvertures spécifiques

Ombre commun : du 3ème samedi de mai au 3ème dimanche de septembre.

Ecrevisses à pattes rouges et à pattes grêles : 10 jours à partir du 4ème samedi de juillet.

Anguilles : la pêche de nuit est interdite. Les dates d'ouverture sont fixées par un arrêté spécifique des ministres chargés de la pêche en eau douce et de la pêche maritime.

Article 3 - Le temps d'ouverture dans les eaux de la deuxième catégorie.

1 : Ouverture générale

Pêche aux lignes : du 1er janvier au 31 décembre.

2 : Ouvertures spécifiques

Brochet et Sandre : du 1er janvier au dernier dimanche de janvier ; du 1er mai au 31 décembre.

Traites (autre que traies de mer et traie arc-en-ciel), Saumon de fontaine: du 2ème samedi de mars au 3ème dimanche de septembre.

Ombre commun : du 3ème samedi de mai au 31 décembre.

Ecrevisses à pattes rouges et à pattes grêles : 10 jours à partir du 4ème samedi de juillet.

Anguilles : la pêche de nuit est interdite. Les dates d'ouverture sont fixées par un arrêté spécifique des ministres chargés de la pêche en eau douce et de la pêche maritime.

Article 4 - La pêche ne peut s'exercer que dans la période allant d'une demi-heure avant le lever du soleil à une demi-heure après son coucher (heure légale selon le méridien de Paris).

Article 5 - La pêche de la carpe à toute heure n'est permise pendant une période déterminée que dans les parties de cours d'eau ou les plans d'eau de 2ème catégorie désignés par le Préfet.

Article 6 - Abaissement artificiel des eaux

Il est interdit de pêcher dans les parties de cours d'eau, canaux ou plans d'eau dont le niveau est abaissé artificiellement, soit dans le but d'opérer des curages ou travaux quelconques, soit en raison du chômage des usines ou de la navigation, soit à la suite d'accidents survenus aux ouvrages de retenue.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux cas d'abaissement laissant subsister dans un cours d'eau, un canal ou une retenue à vocation saisonnière, une hauteur d'eau ou un débit garantissant la vie et la circulation des poissons.

II - Taille minimale des poissons et des écrevisses

Article 7 - Taille minimale de certaines espèces

1 : la taille minimale des traies (autres que la traie de mer) et du Saumon de fontaine est fixée à 0.23 m dans tous les cours d'eau, canaux et plans d'eau.

2 : la taille minimale des espèces précisées ci-après est fixée ainsi :

Ombre commun = 0,30 m

Brochet = 0,50 m dans les eaux de la 2ème catégorie

Sandre = 0,40 m dans les eaux de la 2ème catégorie

Black-bass = 0,30 m dans les eaux de 2ème catégorie

Écrevisse à pattes rouges, écrevisse à pattes grêles = 0,09 m.

Pour le Brochet, le Black-bass et le Sandre, la taille minimale n'est pas applicable en 1ère catégorie.

3 : la longueur des poissons est mesurée du bout du museau à l'extrémité de la queue déployée ; celle des écrevisses, de la pointe de la tête, pinces et antennes non comprises, à l'extrémité de la queue déployée.

III - Nombre de captures autorisées

Article 8 - Le nombre maximal de captures de salmonidés, y compris ombre commun et corégones, autorisé par pêcheur et par jour est fixé à 6, afin de protéger ces espèces vis-à-vis d'un effort de pêche excessif.

IV - Procédés et modes de pêche autorisés

Article 9

1 : dans les eaux de 1ère catégorie, 1 seule ligne, montée sur canne munie de 2 hameçons ou de trois mouches artificielles, au plus, est autorisée par membre d'une Association pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique.

Dans les plans d'eau de 1ère catégorie, l'emploi des asticots comme appâts, sans amorçage, est autorisé.

2 : dans les eaux de 2ème catégorie, le nombre de lignes autorisées par membre d'Association pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique est limité à 4 (ligne montée sur canne munie de 2 hameçons ou de 3 mouches artificielles au plus). Elles doivent être disposées à proximité du pêcheur. L'utilisation de 6 balances au plus par pêcheur (de diamètre ou diagonale inférieur ou égal à 0,30 m) pour la pêche des écrevisses est autorisée.

3 : dans les cours d'eau et plans d'eau de 2ème catégorie, la carafe en verre ou la bouteille pour la pêche au viron et autres poissons servant d'amorces, est autorisée, au nombre de 1 par pêcheur. Leur contenance maximale est de 2 litres.

4 : dans les plans d'eau de 2ème catégorie, l'emploi d'un seul fagot à écrevisses pour la pêche des espèces autres que celles mentionnées à l'article 7 est autorisé.

5 : pour la pêche à la ligne du goujon uniquement, le pilonnage effectué par le pêcheur lui-même est autorisé.

V - Procédés et modes de pêche interdits

Article 10

1 : tout procédé et mode de pêche non visé à l'article 9 du présent arrêté est interdit.

2 : il est interdit de pêcher à la main ou sous la glace ou en troublant l'eau ou en fouillant sous les racines et autres retraites fréquentées par le poisson.

3 : il ne peut être fait usage d'engins destinés à accrocher le poisson autrement que par la bouche. Pour retirer le poisson déjà ferré, l'emploi de l'épuisette et de la gaffe est autorisé.

4 : il est interdit d'utiliser comme appât ou comme amorce les oeufs de poisson, naturels, frais ou de conserve ou mélangés à une composition d'appâts ou artificiels.

5 : il est interdit d'appâter les hameçons et tous autres engins avec les poissons appartenant aux espèces soumises à une taille légale de capture, aux espèces non représentées en France, aux espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques, aux espèces protégées ainsi qu'avec des civelles, anguille ou leur chair.

6 : dans les eaux de 1ère catégorie, il est interdit d'utiliser comme appâts et amorces les asticots et autres larves de diptères, en dehors des conditions fixées à l'article 9-1 du présent arrêté.

7 : dans les eaux de 2ème catégorie, pendant la période d'interdiction spécifique de la pêche au brochet, la pêche au vif, au poisson mort ou artificiel et aux leurres susceptibles de capturer ce poisson de manière non accidentelle, est interdite.

VI - Espèces interdites à la pêche

Article 11

1 : la pêche des grenouilles, par quelques moyens que ce soit, est interdite dans le département.

2 : la pêche des écrevisses à pattes blanches, par quelques moyens que ce soit, est interdite dans le département.

VII - Réserves de pêche

Article 12 - Toute pêche est interdite dans les parties de cours d'eau, canaux et plans d'eau où sont instituées des réserves de pêche.

VIII - Lac de Vieux-Pré ou Pierre-Percée

Article 13 - La pêche du Lac de Vieux-Pré ou Pierre-Percée classé lac de montagne (arrêté du 5 mai 1986 modifié le 24 novembre 1987) est réglementée par arrêté préfectoral distinct.

Article 14 - L'arrêté réglementaire permanent du 16 décembre 2011 relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

Article 15 - Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, le chef du service départemental de l'ONEMA, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires, la directrice de la direction territoriale Nord-Est des Voies Navigables de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de la Fédération Départementale des Associations Agréées de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique.

Article 16 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 14 novembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté DDT-PECHE 2013/045 du 14 novembre 2013 définissant l'avis annuel des périodes d'ouverture de la pêche en eau douce dans le département de Meurthe-et-Moselle en 2014

Dispositions du titre III - livre IV du code de l'environnement et notamment de l'article L. 436-5 réglementant la pêche en eau douce et de l'arrêté réglementaire permanent relatif à l'exercice de la pêche en eau douce en Meurthe-et-Moselle

La pêche est autorisée dans le département de Meurthe-et-Moselle pour les écrevisses et toutes les espèces de poissons, durant les périodes d'ouverture générale ci-après :

Eaux de première catégorie : du 08 mars au 21 septembre 2014

Eaux de deuxième catégorie : du 1er janvier au 31 décembre 2014 pour la pêche aux lignes.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, la pêche des espèces suivantes est interdite en dehors des temps d'ouverture ci-après :

ESPECES	EAUX de 1ère CATEGORIE	EAUX de 2ème CATEGORIE
TRUITE ARC-EN-CIEL	du 08 mars au 21 septembre	du 1er janvier au 31 décembre
SAUMON DE FONTAINE	du 08 mars au 21 septembre	du 08 mars au 21 septembre
TRUITE FARIO	du 08 mars au 21 septembre	du 08 mars au 21 septembre
OMBRE COMMUN	du 18 mai au 21 septembre	du 18 mai au 31 décembre
BROCHET	du 08 mars au 21 septembre	du 1er janvier au 26 janvier
SANDRE	du 08 mars au 21 septembre	et du 1er mai au 31 décembre
ECREVISSES à pattes rouges, à pattes grêles	du 26 juillet au 04 août	du 26 juillet au 04 août
ANGUILLE EUROPEENNE JAUNE uniquement	Les dates d'ouverture seront fixées ultérieurement par arrêté spécifique des ministres chargés de la pêche en eau douce et de la pêche maritime	

Les jours indiqués ci-dessus sont compris dans les périodes d'ouverture.

Dispositions particulières

La pêche dans le lac de Pierre Percée, classé grand lac intérieur de montagne de deuxième catégorie piscicole, est réglementée par arrêté préfectoral spécifique.

La pêche de la carpe de nuit est réglementée par arrêté préfectoral spécifique.

Toute pêche est interdite dans les réserves définies par arrêtés préfectoraux.

Il est interdit d'appâter les hameçons et les engins avec la civelle, l'anguille ou sa chair.

La pêche de nuit de l'anguille est interdite.

La pêche des grenouilles et des écrevisses à pattes blanches est interdite.

NOTA :

- le nombre de prises de salmonidés est limité à 6 par pêcheur et par jour.

- la taille minimale de capture des truites et du Saumon de fontaine est fixée à **0,23 m** sur tout le département, à l'exception de La Plaine où la taille est fixée à **0,20 m**.

- la taille minimale de l'Ombre commun est fixée à **0,30 m**.

- la taille minimale du Brochet est fixée à **0,50 m** dans les eaux de la 2^{ème} catégorie.

- la taille minimale du Sandre est fixée à **0,40 m** dans les eaux de la 2^{ème} catégorie.

- la taille minimale du Black-bass est fixée à **0,30 m** dans les eaux de la 2^{ème} catégorie.

- la taille minimale des écrevisses à pattes rouges et à pattes grêles est fixée à **0,09m**.

NANCY, le 14 novembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté SEEB-NBP-2013/48 du 28 novembre 2013 autorisant la détention, le transport et l'utilisation de rapaces pour la chasse au vol

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment son article L.412-1 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;

VU l'arrêté ministériel du 10 août 2004 modifié fixant les règles générales de fonctionnement des installations d'élevage d'agrément d'animaux d'espèces non domestiques ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU l'arrêté n°2011/07 du 21 juillet 2011 autorisant M. VARINOT Nicolas à détenir, à transporter et à utiliser un spécimen de Buse de Harris pour la chasse au vol ;

VU la demande d'extension d'autorisation de détention d'animaux d'espèces non domestiques pour la chasse au vol de M. VARINOT Nicolas en date du 3 octobre 2013, complétée le 4 novembre 2013 ;

VU les avis de l'ONCFS et de la DDPP ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté DDT-CHASSE AU VOL n°2011/07 du 21 juillet 2011.

Article 2 - Aux fins de l'exercice de la chasse au vol, Monsieur Nicolas VARINOT est autorisé à détenir au sein de son élevage d'agrément situé à l'adresse **8, rue Saint Aignan – 54260 GRAND FAILLY** :

- 1 spécimen de l'espèce suivante : *Parabuteo unicinctus* (Buse de Harris)

- plusieurs spécimens des taxons suivants : *falco spp* et *Accipiter spp*

- **Le nombre total d'animaux détenus ne pourra toutefois être supérieur à 6 falconiformes**, conformément à l'annexe A de l'arrêté du 10 août 2004 relatifs à la réglementation sur les élevages d'agrément.

La conception, l'entretien des installations, les conditions d'entretien, d'utilisation et de transport des animaux devront être conformes au dossier de demande d'autorisation.

Article 3 - En particulier, l'élevage d'agrément :

- n'hébergera pas d'espèces figurant à l'annexe II de l'arrêté du 10 août 2004 modifié relatif aux élevages d'agrément ;

- ne dépassera pas les seuils d'effectifs cumulés par catégorie d'espèces définie par l'annexe A de l'arrêté pré-cité ;

- ne sera pas pratiqué dans un but lucratif.

Article 4 - La délivrance et le maintien de l'autorisation sont subordonnés à la tenue, par le bénéficiaire, d'un registre d'entrée et de sortie des animaux détenus conforme au formulaire CERFA n°12448*01 et précisant :

- le nom et le prénom de l'éleveur ;

- l'adresse de l'élevage ;

- les espèces ou groupes d'espèces dont la détention a été autorisée ainsi que la date de cette autorisation.

Pour chaque animal, le registre doit indiquer :

- l'espèce à laquelle il appartient ainsi que son numéro d'identification

- la date d'entrée de l'animal dans l'élevage, son origine ainsi que, le cas échéant, sa provenance et la référence aux justificatifs attestant de la régularité de l'entrée ;

- la date de sortie de l'animal de l'élevage, sa destination ainsi que le cas échéant, la cause de la mort et la référence aux justificatifs attestant de la régularité de l'entrée.

Le registre est relié, coté et paraphé par le préfet, le commissaire de police ou le maire territorialement compétent.

Article 5 - Le maintien de la présente autorisation est subordonnée :

- au marquage des animaux dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 10 août 2004 susvisé (CERFA n°12446*01) ;

- à la preuve par le bénéficiaire que les animaux qu'il détient sont obtenus conformément à la législation sur la protection de l'espèce concernée.

Article 6 - Les modifications envisagées des conditions d'hébergement des animaux ayant donné lieu à la présente autorisation sont portées à la connaissance du préfet selon les dispositions prévues par l'arrêté du 10 août 2004 susvisé.

Article 7 - En cas de changement définitif du lieu de détention d'un animal, le détenteur doit, pour le nouveau lieu de détention, bénéficier au préalable d'une autorisation délivrée selon la procédure définie par l'arrêté ministériel du 10 août 2004 susvisé.

Article 8 - La présente autorisation doit être présentée à toute réquisition des agents mentionnés à l'article L.415-1 du code de l'environnement qui par ailleurs procèdent au contrôle de l'élevage, dans les conditions suivantes :

- Les visites ne peuvent être commencées avant 8 heures ni après 19h ; elles ont lieu de jour en ce qui concerne les installations extérieures ;

- Elles doivent avoir lieu en présence du détenteur de l'autorisation ou de son représentant ;

- Elles ne peuvent avoir lieu que dans les lieux où sont hébergés les animaux, dans les annexes de son élevage nécessaires à l'entretien des animaux ainsi que dans les véhicules dans lesquels ils sont transportés.

Article 9 - La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations et notamment celles applicables en matière de santé et de protection animale ainsi que sur la protection de la nature et de la faune sauvage.

Article 10 - M. le Secrétaire Général de la préfecture M. le Directeur Départemental des Territoires, Mme. la Directrice Départementale de la Protection des Populations, Monsieur le Chef du service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera notifiée au bénéficiaire de l'autorisation.

Article 11 - Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification au responsable de l'établissement.

Nancy, le 28 novembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
L'adjointe au Chef du Service Environnement, Eau, Biodiversité,
Nathalie CAEL

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

JEUNESSE, EDUCATION POPULAIRE ET SPORT

Arrêté du 2 décembre 2013 portant agrément aux associations pour la pratiques des activités physiques et sportives

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives, et notamment son article 10,

VU le décret n° 2002-488 du 9 avril 2002 relatif à l'agrément des groupements sportifs et des fédérations sportives,
VU l'Arrêté Préfectoral N° 12.BI.46 du 18 septembre 2012 accordant délégation de signature à Madame Sabine DUBOIS LE PAN, Directrice Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er - L'agrément ministériel prévu par la loi susvisée du 16 juillet 1984 modifiée, est accordé aux associations dont les noms suivent, pour la pratique des activités physiques et sportives précisées pour chacune d'entre elles :

- 54 S 1944 AEROMODELE CLUB DU GRAND COURONNE - AEROMODELISME

Mairie - Rue du Château - 54690 EULMONT

- 54 S 1945 LE DEBOULE DE LA BERGAMOTE - ATHLETISME

20, rue Saint Julien - 54000 NANCY

- 54 S 1946 ASSOCIATION VANDOEUVRE ATHLETISME - ATHLETISME

Parc des Sports Vandoeuvre Nations - Rue de Gembloux - 54500 VANDOEUVRE LES NANCY

- 54 S 1947 COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT - SPORT AUTOMOBILE

AUTOMOBILE DE MEURTHE ET MOSELLE

20, Grande Rue - 54280 SEICHAMPS

- 54 S 1948 SCAPA NANCY ORIENTATION - COURSE D'ORIENTATION

6, rue du Dauphiné - 54500 VANDOEUVRE LES NANCY

- 54 S 1949 IMPULSION TUCQUENOISE - F.S.C.F.

Complexe Sportif - Rue Clémenceau - 54640 TUCQUEGNIEX

- 54 S 1950 ALLIANCE JUDO DU TOULOIS - JUDO

9 A, rue de Verdun - 54200 TOUL

- 54 S 1951 GRAND NANCY AQUATIQUE CLUB - NATATION

65, rue du Colonel Moll - Bâtiment B - 54520 LAXOU

- 54 S 1952 FOOTBALL CLUB DE PONT SAINT VINCENT - FOOTBALL

Mairie - 54550 PONT SAINT VINCENT

Article 2 - La directrice départementale de la cohésion sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux présidents des associations concernées et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 décembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale de la Cohésion Sociale,
Sabine DUBOIS LE PAN

SOLIDARITE - INSERTION

Arrêté du 13 décembre 2013 portant extension du Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA) d'Herseange géré par ADOMA

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 312-1 à L. 313-1 et suivant, ainsi que R. 313-1 à R. 313-9,
VU l'arrêté préfectoral du 26 août 2002 portant création d'un CADA d'une capacité de 70 places à HERSEANGE, résidence « Le Côteau » - 24 rue du Côteau,

VU la conclusion de la conférence nationale contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale du 10 et 11 décembre 2012 de mettre en œuvre un plan de création de places CADA et le projet de loi de finances pour 2014 s'y rapportant,

VU la circulaire du 5 avril 2013 concernant les appels à projets départementaux relatifs à la création de 1000 nouvelles places de CADA,

VU l'avis favorable émis par la commission de sélection départementale du 25 juillet 2013,

CONSIDERANT l'avis favorable émis le 10 décembre 2013 par le service de l'asile à une extension du CADA d'HERSEANGE,

SUR proposition de la directrice départementale de la cohésion sociale

ARRETE

Article 1er - Une extension de capacité de 10 places du Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile situé dans les locaux du foyer ADOMA - Résidence « le Côteau » - 24 rue du côteau à HERSEANGE est autorisée à compter du 1er avril 2014.

Article 2 - La capacité totale de la structure est ainsi fixée à 110 places.

Article 3 - Les règles de fonctionnement du CADA d'HERSEANGE ainsi modifiées sont précisées dans une convention signée entre l'Etat et les gestionnaires du CADA.

Article 4 - Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et social de Nancy, sis à la Cour Administrative d'Appel, 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY CEDEX.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale de la cohésion sociale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est notifié au directeur d'Etablissement Nord-Est ADOMA.

Nancy, le 13 décembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

AUTRES SERVICES**L'AUTRE CANAL**

Décision n° 75-2013 du 26 novembre 2013 - Attribution du Marché à Procédure Adaptée pour la Prestation « Traducteur - Interprète pour L'Autre Canal »

Décision prise en application du paragraphe 2-4-3-b, alinéa 5 des statuts de l'EPCC L'Autre Canal validés par la délibération n° 003-2006, et de la délibération n°017-2006 toutes deux validées au Conseil d'Administration du 19 décembre 2006.

Exposé des motifs

Une consultation a été lancée le 11 octobre 2013 en vue de la passation d'un marché à procédure adaptée pour la Prestation « Traducteur - Interprète pour L'Autre Canal », en application de l'article 28 du code des marchés publics. Il s'agit d'un marché alloti en un lot « Traducteur » et un lot « Interprète ».

Décision

En vertu de l'analyse des offres basée sur les critères de jugement énoncés dans le cahier des charges de la consultation, l'offre du Cabinet U.T.P., sis 161 Rue Bisiaux – 54320 Maxéville, est retenue pour le lot « Traducteur » et le lot « Interprète », pour un montant maximum de quarante cinq mille euros HT (45 000 € HT) annuel.

Le présent marché est conclu pour une durée de 12 mois (douze mois) à compter de la date d'envoi de la notification, et prendra la forme de bons de commande. Il pourra être renouvelé une fois.

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de L'Autre Canal et un extrait en sera affiché à l'entrée des bureaux de L'Autre Canal. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Nancy, le 26 novembre 2013

Le Directeur,
Henri DIDONNA

